



Conseil Economique
et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1997/1/Add.1
4 juin 1997

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Quarante-neuvième session

ANNOTATIONS RELATIVES A L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE */

Document établi par le Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

<u>Point de</u> <u>l'ordre</u> <u>du jour</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
1. Organisation des travaux	1 - 48	5
a) Election du bureau	1	5
b) Adoption de l'ordre du jour	2 - 13	5
c) Méthodes de travail de la Sous-Commission .	14 - 48	7

*/ Ces annotations sont basées sur l'ordre du jour provisoire de la quarante-neuvième session de la Sous-Commission; des sous-titres indicatifs ont été ajoutés pour diviser le texte des annotations afin que l'on puisse s'y référer de manière plus commode.

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
2. Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants : rapport de la Sous-Commission établi en application de la résolution 8 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme	49 - 52	16
3. Examen global de sujets précis relatifs à l'élimination de la discrimination raciale	53 - 58	19
a) Situation des travailleurs migrants et des membres de leur famille	53 - 58	19
b) Xénophobie	53 - 58	19
4. La réalisation des droits économiques, sociaux et culturels	59 - 86	21
a) L'ordre économique international et la promotion des droits de l'homme	80	24
b) La réalisation du droit au développement . .	81	24
c) La question des sociétés transnationales . .	82 - 84	25
5. La réalisation des droits de la personne humaine en ce qui concerne les femmes	87 - 104	27
a) Pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants	93 - 100	28
b) Le rôle des femmes dans le développement et leur participation égale à ce processus . .	101 - 104	29
6. Formes contemporaines d'esclavage	105 - 131	30
7. Droits de l'homme des peuples autochtones	132 - 172	35
8. Protection des minorités	173 - 182	43

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
9. L'administration de la justice et les droits de l'homme des détenus	183 - 218	45
a) Question des droits de l'homme et des états d'exception	203 - 210	48
b) Application des normes internationales relatives aux droits de l'homme des mineurs détenus	211 - 217	49
10. Liberté de circulation	219 - 238	51
a) Déplacements de populations	220 - 230	51
b) Le droit de quitter un pays et de demander l'asile et le droit de retour	231 - 238	52
11. Examen des faits nouveaux intervenus dans des domaines dont la Sous-Commission s'est déjà occupée ou pourrait s'occuper	239 - 286	53
a) Examen des faits nouveaux en rapport avec des recommandations formulées dans des études antérieures	262 - 270	57
i) Promotion, protection et rétablissement des droits de l'homme aux niveaux national, régional et international .	262 - 263	57
ii) Elimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction	264 - 267	58
iii) Action visant à encourager l'acceptation universelle des instruments relatifs aux droits de l'homme	268 - 270	58
b) Examen de questions qui n'ont pas fait l'objet d'études mais que la Sous-Commission avait décidé d'examiner	271 - 285	59
i) Terrorisme et droits de l'homme . . .	271 - 275	59
ii) La paix et la sécurité internationales, condition essentielle de la jouissance des droits de l'homme, par-dessus tout du droit à la vie	276 - 285	60
c) Autres faits nouveaux	286	61

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Paragrapes</u>	<u>Page</u>
12. Communications concernant les droits de l'homme : rapport du Groupe de travail créé en application de la résolution 2 (XXIV) de la Sous-Commission, conformément à la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social	287 - 296	61
13. Questions finales	297 - 299	63
a) Examen des travaux futurs de la Sous-Commission et du projet d'ordre du jour provisoire de la cinquantième session de la Sous-Commission .	297 - 298	63
b) Adoption du rapport sur la quarante-neuvième session	299	64

Annexe

Membres et membres suppléants de la Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Point 1. Organisation des travaux

a) Election du bureau

1. L'article 15 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social dispose qu'"au début de la première séance de chacune de ses sessions ordinaires", la Sous-Commission "élit parmi les représentants de ses membres un président, un ou plusieurs vice-présidents et d'autres membres du bureau selon que de besoin".

b) Adoption de l'ordre du jour

2. L'article 7 du règlement intérieur dispose qu'au début de chaque session la Sous-Commission, après l'élection du bureau, arrête l'ordre du jour de la session sur la base de l'ordre du jour provisoire. L'ordre du jour provisoire de la présente session est publié sous la cote E/CN.4/Sub.2/1997/1 (voir aussi par. 9 à 13 ci-dessous).

3. A sa quarante-sixième session, la Sous-Commission a décidé, par sa décision 1994/103, d'observer une minute de silence à la mémoire des victimes de toutes les formes de violation des droits de l'homme dans toutes les régions du monde, à sa quarante-sixième session ainsi qu'au début de ses sessions annuelles suivantes.

4. Depuis 1985, la Sous-Commission a pris un certain nombre de décisions au sujet de l'examen biennal de certains points de l'ordre du jour (voir les résolutions 1985/34 et 1989/1).

5. Il résulte de ces décisions que la Sous-Commission a examiné les points suivants de l'ordre du jour tous les deux ans :

a) Elimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction;

b) La paix et la sécurité internationales, condition essentielle de la jouissance des droits de l'homme, par-dessus tout du droit à la vie;

c) Droits de l'homme et invalidité;

d) Les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique;

e) Encouragement de l'acceptation universelle des instruments relatifs aux droits de l'homme.

6. Par sa décision 1988/104, la Sous-Commission a décidé d'examiner, après sa quarante et unième session, en 1989, le point intitulé "Examen des travaux de la Sous-Commission" sur une base biennale.

7. Par sa résolution 1993/22, la Sous-Commission a décidé de rester saisie de la question des droits de l'homme des personnes handicapées et de la traiter chaque année dans le cadre du point de l'ordre du jour intitulé

"Promotion, protection et rétablissement des droits de l'homme aux niveaux national, régional et international".

8. Par sa résolution 1994/31, la Sous-Commission a décidé de cesser d'examiner la question de l'encouragement de l'acceptation universelle des instruments relatifs aux droits de l'homme au titre d'un point distinct de son ordre du jour.

9. A sa quarante-huitième session, la Sous-Commission, ayant pris note du projet d'ordre du jour provisoire de la quarante-neuvième session, contenu dans un document informel, a chargé le Président d'établir, en coopération avec le secrétariat, la version définitive du projet d'ordre du jour provisoire en tenant compte des déclarations faites par les membres à la 36ème séance, le 30 août 1996.

10. Le projet d'ordre du jour provisoire de la quarante-neuvième session de la Sous-Commission et les propositions y relatives, tels qu'ils ont été présentés par le Président, ont été reproduits aux paragraphes 389 et 390 du rapport de la Sous-Commission sur sa quarante-huitième session (E/CN.4/1997/2-E/CN.4/Sub.2/1996/41). Sur la base de ce projet, le Secrétaire général a établi l'ordre du jour provisoire de la quarante-neuvième session de la Sous-Commission publié sous la cote E/CN.4/Sub.2/1997/1. En présentant le projet d'ordre du jour provisoire, le Président a fait observer que d'autres questions que celles qui figurent en tant que points subsidiaires pourraient également être examinées au titre des points inscrits à l'ordre du jour, si la Sous-Commission en décidait ainsi.

11. Le Président a suggéré que les points suivants soient examinés tous les deux ans, à compter de 1997 : 3 a), 9 a), 9 b), 10, 11 a) ii), 11 a) iii), 11 b) i) et 11 b) ii).

12. Le Président a également suggéré que les points subsidiaires suivants soient examinés tous les deux ans, à compter de 1998 :

a) Au titre du point 9 :

- i) Point subsidiaire c) intitulé "Individualisation des poursuites et des peines, et répercussions des violations des droits de l'homme sur les familles";
- ii) Point subsidiaire d) intitulé "Privatisation des prisons";

b) Au titre du point 11 a) i) :

- i) Alinéa a), intitulé "Prévention de la discrimination et protection de l'enfant : les droits de l'homme et la jeunesse";
- ii) Alinéa b), intitulé "Droits de l'homme et invalidité";

c) Au titre du point 11 b) :

- i) Sous-point i) examiné tous les deux ans, intitulé "Terrorisme et droits de l'homme";
- ii) Sous-point ii) examiné tous les deux ans, intitulé "La paix et la sécurité internationales, condition essentielle de la jouissance des droits de l'homme, par dessus tout du droit à la vie".

13. Conformément à la résolution 1995/26 (par. 1) de la Sous-Commission et à la résolution 1995/86 de la Commission des droits de l'homme, les droits fondamentaux des femmes et des fillettes doivent être examinés au titre de tous les points de l'ordre du jour.

c) Méthodes de travail de la Sous-Commission

Organisation des travaux

14. A sa trente-quatrième session et à ses sessions suivantes, la Sous-Commission a constitué un groupe de travail de session chargé de l'assister dans son examen annuel de la situation des droits de l'homme dans le cas des personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. Par sa décision 1994/104, la Sous-Commission a décidé notamment d'établir un groupe de travail de session sur l'administration de la justice et la question de l'indemnisation, à la place d'un groupe de travail de session sur la détention. La Sous-Commission voudra peut-être envisager de créer un tel groupe de travail de session à la présente session.

15. Lorsqu'elle examinera l'organisation de ses travaux, la Sous-Commission jugera peut-être utile de se référer à l'annexe de sa résolution 1992/8 contenant les directives concernant ses méthodes de travail, en particulier les directives Nos 13 (Calendrier des réunions), 14 (Ordre des déclarations), 15 (Liste des orateurs) et 16 (Temps de parole). (Voir aussi par. 17 à 21, ci-dessous.)

Méthodes de travail

16. Le Conseil économique et social, dans ses résolutions 1983/32, 1986/35 et 1991/32, la Commission, dans ses résolutions 1983/21, 1983/22, 1984/60, 1985/28, 1986/37, 1986/38, 1987/35, 1988/43, 1989/36, 1990/64, 1991/56, 1992/66, 1993/28, 1994/23, 1995/26, 1996/25 et 1997/22, et dans ses décisions 1986/102 et 1994/103, et la Sous-Commission, dans ses résolutions 1983/21, 1984/37, 1985/24 et 1992/8, et dans ses décisions 1990/101, 1991/117, 1994/117, 1995/112, 1995/113, 1995/114, 1995/115, 1996/112, 1996/113, 1996/114 et 1996/115, ont présenté un certain nombre de directives et suggestions d'ordre général et d'ordre spécifique concernant le rôle et les méthodes de travail de la Sous-Commission. Dans ses résolutions 1991/56, 1992/66, 1993/28, 1994/23, 1995/26, 1996/25 et 1997/22, la Commission a prié les présidents de la Sous-Commission de lui faire rapport. Les présidents de la Sous-Commission ont présenté leur rapport à la Commission à ses quarante-huitième (E/CN.4/1992/46), quarante-neuvième

(E/CN.4/1993/60), cinquantième (E/CN.4/1994/70), cinquante et unième (E/CN.4/1995/83), cinquante-deuxième (E/CN.4/1996/81) et cinquante-troisième (E/CN.4/1997/79) sessions.

17. A sa quarante-quatrième session, la Sous-Commission, par sa résolution 1992/8, ayant pris acte du rapport du Groupe de travail intersessions sur les méthodes de travail de la Sous-Commission a décidé d'annexer à cette résolution le document intitulé "Principes directeurs que la Sous-Commission a adoptés à sa quarante-quatrième session en ce qui concerne ses méthodes de travail, en application des paragraphes 6 et 7 de la résolution 1992/66 de la Commission des droits de l'homme".

18. A sa quarante-sixième session, la Sous-Commission a créé un groupe de travail de session sur ses méthodes de travail. Par sa décision 1994/117, elle a décidé d'adopter le rapport de son groupe de travail de session sur ses méthodes de travail (E/CN.4/Sub.2/1994/3), y compris ses recommandations qui devraient être scrupuleusement respectées.

19. Les recommandations du groupe de travail sur les méthodes de travail en ce qui concerne le point 6 de l'ordre du jour (devenu le point 2), qui traite des violations des droits de l'homme, approuvées par la Sous-Commission, étaient les suivantes :

"1. Temps de parole

a) Comme principe directeur s'ajoutant au principe No 16, le temps de parole maximum lors de l'examen du point 6 de l'ordre du jour sera déterminé, pour tous les observateurs, en divisant de façon égale le temps qui leur est réservé par le nombre d'orateurs qui se seront inscrits avant la clôture de la liste. La clôture devrait être fixée à 18 heures la veille de l'ouverture du débat sur le point 6 de l'ordre du jour. Si plusieurs observateurs inscrits sur la liste décident par la suite de faire une déclaration conjointe, le temps de parole de l'orateur choisi pourra être prolongé. Les observateurs susmentionnés pourront intervenir au cours de deux séances.

b) La règle indiquée à l'alinéa a) s'applique également aux observateurs gouvernementaux qui souhaitent donner des informations sur la situation des droits de l'homme dans leur pays, à condition qu'ils se soient inscrits avant la clôture de la liste mentionnée. Les observateurs gouvernementaux devraient normalement éviter, en prenant la parole au titre du point 6 de l'ordre du jour, de se référer à la situation des droits de l'homme dans des pays autres que les leurs.

c) Le temps de parole des observateurs gouvernementaux exerçant un droit de réponse s'ajoute au temps utilisé par ces observateurs conformément à l'alinéa b) et ne dépassera pas cinq minutes, à moins que le nombre et la teneur des allégations dirigées contre le gouvernement concerné ne justifient l'octroi d'un temps de parole supplémentaire dont le Président décidera à la demande de l'observateur concerné. Les interventions au titre du droit de réponse doivent normalement être faites après l'épuisement de la liste des orateurs mentionnée à

l'alinéa a), mais peuvent être faites plus tôt dans des cas exceptionnels et avec l'autorisation du Président.

2. Attribution du temps de parole et ordre des orateurs

Le temps de parole lors de l'examen du point 6 de l'ordre du jour sera attribué en application du principe selon lequel les observateurs inscrits sur la liste mentionnée au paragraphe 1 a) prennent la parole en premier, jusqu'à épuisement de la liste, puis les observateurs gouvernementaux exercent leur droit de réponse. Les membres de la Sous-Commission devraient normalement prendre la parole en dernier lieu, étant entendu que les observateurs gouvernementaux peuvent également exercer leur droit de réponse à la suite d'interventions des membres de la Sous-Commission."

20. Dans sa décision 1995/112, la Sous-Commission a adopté, à titre expérimental, les règles ci-après concernant ses méthodes de travail :

a) Tous les participants voulant exercer leur droit de réponse devraient faire leur déclaration à ce titre exclusivement à la fin du débat consacré à chacun des points de l'ordre du jour;

b) Les dénonciations de cas de violations des droits de l'homme et les accusations spécifiques formulées au titre du point 6 ne peuvent pas être répétées au titre d'un autre point de l'ordre du jour.

21. Par sa décision 1995/113, la Sous-Commission a décidé de poursuivre la pratique consistant à examiner le point 6 de l'ordre du jour en début de session, soit le lendemain de l'adoption de l'ordre du jour.

22. A sa quarante-huitième session, par sa décision 1996/112, la Sous-Commission, constatant que son calendrier actuel ne lui permettait pas de consacrer suffisamment de temps à ses travaux, en particulier à l'étude des documents, à l'élaboration des projets de résolution et à la tenue de consultations suffisamment larges entre ses membres et avec les représentants des gouvernements et des organisations non gouvernementales, et convaincue que le temps consacré aux réunions formelles pourrait être réduit si le calendrier de ses réunions était remanié de façon que celles-ci aient lieu sur une plus longue période, laissant ainsi davantage de temps pour des consultations informelles plus fréquentes, a décidé de prier le Secrétaire général d'examiner les incidences financières et autres de l'organisation de ses sessions selon chacune des trois propositions ci-après : a) une session de quatre semaines, avec deux séances par jour ouvrable; b) une session de cinq semaines, avec deux séances par jour ouvrable pendant une semaine et une séance par jour ouvrable pendant quatre semaines; c) une session de six semaines, avec une séance par jour ouvrable.

23. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie d'une note du Secrétaire général sur son examen de la question (E/CN.4/Sub.2/1997/2).

24. Par sa décision 1996/113, la Sous-Commission a décidé de ne pas proposer, à sa quarante-huitième session, de nouvelles études ou rapports, à l'exception de documents de travail sans incidences financières, ainsi

que des cas où des études ou rapports étaient expressément recommandés par un groupe de travail compétent de la Sous-Commission.

25. Par sa décision 1996/114, la Sous-Commission, reconnaissant la nécessité et l'intérêt de disposer d'un ensemble de dispositions constituant un règlement intérieur qui lui soit pleinement applicable, a décidé de confier à M. Ribot Hatano la tâche de rédiger, sans incidences financières, un document de travail concernant les méthodes de travail de la Sous-Commission, qui serait présenté à sa quarante-neuvième session pour servir de base au débat et qui contiendrait :

a) Une récapitulation des directives, décisions et autres instruments d'ordre procédural existants qui s'appliquent à la Sous-Commission;

b) Une liste des questions de procédure que la Sous-Commission devra régler.

26. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie du document de travail établi par M. Hatano (E/CN.4/Sub.2/1997/3).

27. Par sa décision 1996/115, la Sous-Commission, notant que, dans sa résolution 1996/25 du 19 avril 1996, la Commission des droits de l'homme avait prié la Sous-Commission de revoir consciencieusement et effectivement son mandat et ses méthodes de travail pour gagner encore en efficacité et éviter les doubles emplois, et estimant qu'il ne convenait pas de signaler à l'attention de la Commission des situations dont la Sous-Commission avait des raisons de croire qu'elles révélaient des violations constantes et systématiques des droits de l'homme et des libertés fondamentales, conformément à la résolution 8 (XXIII) du 16 mars 1967 de la Commission, lorsque la Commission en était déjà saisie, a décidé de ne pas prendre de mesures à sa quarante-neuvième session au titre du point de son ordre du jour intitulé "Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants : rapport de la Sous-Commission établi en application de la résolution 8 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme" concernant les situations des droits de l'homme dont la Commission était saisie dans le cadre de procédures publiques relatives à des violations de ces droits.

28. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie d'une note du Secrétaire général contenant une liste des situations des droits de l'homme dont la Commission des droits de l'homme est actuellement saisie dans le cadre de procédures publiques (E/CN.4/Sub.2/1997/33).

29. Dans sa décision 1994/103, intitulée "Renforcement de l'action de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités", la Commission a notamment prié la Sous-Commission de lui présenter ses recommandations, selon qu'il convenait, à la lumière des principes directeurs que la Sous-Commission avait adoptés à sa quarante-quatrième session concernant ses méthodes de travail (résolution 1992/8), et aussi de la nécessité d'améliorer ses processus de délibération afin d'éviter d'inscrire à son ordre du jour des questions

trop nombreuses qui ne font pas l'objet d'un examen suffisamment approfondi, et de fixer des priorités dans ses travaux, notamment pour ménager le temps et les ressources nécessaires à l'examen de faits nouveaux survenant dans le domaine des droits de l'homme.

30. La Commission des droits de l'homme, à sa cinquante-troisième session, a adopté la résolution 1997/22, intitulée "Travaux de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités". Dans cette résolution, la Commission a, notamment :

a) Réaffirmé que la meilleure façon pour la Sous-Commission de seconder la Commission des droits de l'homme était de lui soumettre des recommandations fondées sur les opinions et optiques d'experts indépendants, qui devraient être dûment reflétées dans le rapport de la Sous-Commission ainsi que dans les études techniques effectuées sous ses auspices;

b) Exprimé sa satisfaction à la Sous-Commission pour les mesures qu'elle avait prises en vue de réformer et d'améliorer ses méthodes de travail;

c) Prié la Sous-Commission de continuer à revoir consciencieusement ses méthodes de travail pour gagner encore en efficacité et éviter les doubles emplois avec la Commission et ses mécanismes, en prenant en considération le point de vue des Etats membres et, à ce propos, a demandé à la Sous-Commission :

- i) De se consacrer avant tout à son principal rôle, qui est de conseiller la Commission des droits de l'homme;
- ii) D'éviter désormais les doubles emplois avec les décisions prises par la Commission au sujet des situations dans les pays dont la Commission est saisie dans le cadre de procédures publiques et, en outre, de se borner à intervenir dans les cas exceptionnels où il existe des circonstances nouvelles et particulièrement graves;
- iii) D'accorder une attention particulière à la sélection des sujets d'étude et de tenir compte, dans cette sélection, des recommandations de la Commission et des organes conventionnels, en expliquant le choix ainsi fait de manière à permettre à la Commission de déterminer à bon escient s'il y a lieu d'entreprendre une étude donnée;
- iv) De renforcer encore l'indépendance et l'impartialité de la Sous-Commission, en particulier dans les débats concernant la situation dans un pays déterminé;
- v) De permettre aux organisations non gouvernementales de participer efficacement à ses travaux;
- vi) D'améliorer les consultations avec les rapporteurs spéciaux qui font des études pour la Sous-Commission;

vii) De renforcer encore la coopération avec les mécanismes de la Commission et, dans le cadre de leurs compétences, avec tous les organes pertinents, y compris les organes conventionnels de défense des droits de l'homme et les institutions de recherche des Nations Unies;

viii) De s'occuper strictement des questions relatives aux droits de l'homme qui relèvent de son mandat;

d) A demandé à la Sous-Commission de consacrer suffisamment de temps, à sa quarante-neuvième session, à l'examen de ses méthodes de travail et de présenter à la Commission des droits de l'homme des recommandations précises sur cette question;

e) A prié le Secrétaire général, lorsque la Sous-Commission le charge d'adresser des demandes de renseignements aux gouvernements et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales, de ne donner suite à ces demandes que si elles ont été approuvées au préalable par la Commission des droits de l'homme.

Dans la même résolution, la Commission a invité son président à informer la Sous-Commission du débat consacré par la Commission aux travaux de la Sous-Commission.

Interprétation de l'article 59 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social

31. A sa quarante-deuxième session, la Sous-Commission a décidé de suspendre provisoirement l'application de l'article 59 de son règlement intérieur afin de protéger l'indépendance des experts pendant le temps nécessaire pour voter sur les projets de résolution présentés au titre des points 6 traitant des violations des droits de l'homme (décision 1990/105) et 9 traitant des communications relatives aux droits de l'homme (décision 1990/111) de l'ordre du jour.

32. A la même session, la Sous-Commission a adopté la résolution 1990/4, par laquelle elle a recommandé à la Commission d'adopter un projet de résolution visant à recommander au Conseil économique et social d'ajouter la note de bas de page ci-après se rapportant à l'article 59 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil :

"Il est entendu que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités vote au scrutin secret sur les résolutions ayant trait à des allégations de violations des droits de l'homme commises dans des pays."

33. La Commission des droits de l'homme, à sa quarante-septième session, par sa résolution 1991/81, a recommandé au Conseil d'interpréter l'article 59 du règlement intérieur de la manière suivante : il est entendu que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités pourra voter à bulletin secret sur les résolutions ayant trait à des allégations de violations des droits de l'homme commises dans des pays particuliers, lorsqu'elle en décidera ainsi à la majorité

de ses membres présents et votants. Le Conseil économique et social a adopté cette recommandation à sa première session ordinaire de 1991, par sa résolution 1991/32.

34. A sa quarante-quatrième session, la Sous-Commission, conformément à la résolution 1991/32 du Conseil économique et social, a décidé, par sa décision 1992/105, qu'elle se prononcerait à bulletin secret sur les résolutions, décisions et propositions de fond présentées au titre du point de son ordre du jour qui traite des violations des droits de l'homme, dans tous les cas où un vote serait demandé.

35. A ses quarante-sixième à quarante-huitième sessions, la Sous-Commission a, par ses décisions 1994/110, 1995/106 et 1996/105, décidé que les propositions ayant trait à des allégations de violations des droits de l'homme commises dans des pays particuliers, y compris les propositions de procédure concernant les propositions de fond, feraient l'objet d'un vote au scrutin secret chaque fois qu'un tel vote serait demandé.

Application des paragraphes 2 et 6 de la résolution 8 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme

36. La Commission des droits de l'homme, par sa résolution 8 (XXIII) du 16 mars 1967, a demandé, entre autres, à la Sous-Commission de préparer, à l'usage de la Commission pour que celle-ci puisse s'en servir lors de l'examen de cette question, un rapport contenant des informations sur les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales, provenant de toutes les sources disponibles (par. 2). Par ailleurs, la Commission a invité la Sous-Commission à signaler à l'attention de la Commission toute situation dont elle avait des raisons sérieuses de croire qu'elle révélait des violations constantes et systématiques des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans tous les pays, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, en particulier dans les territoires coloniaux et dépendants (par. 6).

37. A sa quarantième session, la Sous-Commission a décidé de poursuivre l'examen des divers moyens possibles de mettre en oeuvre les paragraphes 2 et 6 de la résolution 8 (XXIII) de la Commission à sa quarante et unième session, sans préjudice de la procédure confidentielle prévue dans la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social ou des autres procédures instituées par le Conseil depuis l'adoption de cette résolution (décision 1988/104).

38. Par sa décision 1989/104, adoptée à sa quarante et unième session, la Sous-Commission a décidé qu'elle constituerait, au début de sa quarante-deuxième session, un groupe de travail de session composé de cinq de ses membres désignés parmi les différents groupes régionaux et ouvert à la participation de ses autres membres, qui serait chargé de faire l'inventaire et l'analyse des suggestions et propositions formulées pour permettre à la Sous-Commission de mieux s'acquitter de ses responsabilités en matière d'étude des violations des droits de l'homme, telles qu'elle les avait examinées au titre du point 6 de son ordre du jour, compte tenu également des fonctions et de la mission de la Commission des droits de l'homme dans ce domaine. La Sous-Commission a décidé en outre de prier ce groupe de travail

de session, lorsqu'il élaborerait cet inventaire et cette analyse, de lui faire connaître ses vues et recommandations quant aux avantages et inconvénients éventuels des diverses suggestions et propositions susmentionnées, et de présenter ses conclusions à la lumière des délibérations qu'elle aurait consacrées, à sa quarante-deuxième session, au point de l'ordre du jour relatif à la question des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

39. Par sa décision 1990/125, adoptée à sa quarante-deuxième session, la Sous-Commission a pris acte du rapport de son groupe de travail établi conformément à sa décision 1989/104 (E/CN.4/Sub.2/1990/14) et a décidé que ce dernier devrait poursuivre ses travaux à la quarante-troisième session de la Sous-Commission.

40. A sa quarante-troisième session, la Sous-Commission, par sa décision 1991/101, a décidé de constituer un groupe de travail de session sur la question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants : rapport de la Sous-Commission établi en application de la résolution 8 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme. Par sa décision 1991/117, la Sous-Commission a décidé de constituer, à titre exceptionnel en 1992, un groupe de travail intersessions qui serait chargé d'élaborer des propositions visant à rationaliser les travaux et l'ordre du jour de la Sous-Commission, en particulier en ce qui concerne les méthodes et moyens à utiliser pour traiter des violations des droits de l'homme.

41. La Commission des droits de l'homme, à ses quarante-huitième à cinquante-deuxième sessions, a réaffirmé que l'une des tâches de la Sous-Commission était de procéder à un examen approfondi des informations concernant des allégations de violations de droits de l'homme et de présenter à la Commission les résultats de ses recherches et de son examen (résolutions 1992/66, 1993/28, 1994/23, 1995/26 et 1996/25).

42. Dans son rapport (E/CN.4/Sub.2/1992/3), le Groupe de travail intersessions sur les méthodes de travail de la Sous-Commission a recommandé à la Sous-Commission de transmettre au groupe de travail de session le document établi par M. Chernichenko intitulé "Projet de proposition sur les méthodes de l'examen par la Sous-Commission de violations des droits de l'homme" (E/CN.4/Sub.2/1992/3/Add.1) que le Groupe de travail intersessions n'avait pas été à même d'examiner en raison des limites de son mandat.

43. Le groupe de travail de session, que la Sous-Commission, par sa résolution 1993/4, a décidé d'établir durant sa quarante-sixième session, a adopté plusieurs recommandations concernant les méthodes de travail de la Sous-Commission au sujet du point 6 de l'ordre du jour, qui traite des violations des droits de l'homme (E/CN.4/Sub.2/1994/3, annexe). Par sa décision 1994/117, la Sous-Commission a approuvé les recommandations de son groupe de travail et a décidé qu'elles devraient être scrupuleusement respectées (voir par. 18 et 19 ci-dessus).

44. A ses quarante-septième et quarante-huitième sessions, la Sous-Commission a adopté d'autres décisions concernant les méthodes d'examen du point de l'ordre du jour, qui traite des violations des droits de l'homme (voir par. 20, 21 et 27 ci-dessus).

Question de la réforme de la procédure régie par la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social

45. A sa quarante-cinquième session, la Sous-Commission a décidé, par sa décision 1993/104, d'étudier la question de la réforme de la procédure régie par la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social du 27 mai 1970, y compris l'éventuelle suppression de cette procédure, à sa quarante-sixième session, et a demandé au secrétariat, d'une part, d'établir un document de travail à ce sujet qui serait examiné à cette session et, d'autre part, d'obtenir l'avis du Conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies sur l'interprétation à donner au paragraphe 10 de la résolution du Conseil économique et social précitée.

46. A sa quarante-sixième session, la Sous-Commission était saisie d'un document de travail rédigé par le secrétariat (E/CN.4/Sub.2/1994/17) et du texte de l'opinion du Conseiller juridique (E/CN.4/Sub.2/1994/17/Add.1).

Activités normatives

47. En ce qui concerne les activités normatives, la Sous-Commission se référera à la résolution 1987/24 de la Commission dans laquelle celle-ci l'invitait, lorsqu'elle s'emploierait à élaborer des instruments internationaux dans le domaine des droits de l'homme, à garder présents à l'esprit les principes directeurs énoncés dans la résolution 41/120 de l'Assemblée générale en date du 4 décembre 1986. Dans cette résolution, l'Assemblée priait instamment les Etats Membres et les organismes des Nations Unies qui s'emploient à établir de nouvelles normes internationales relatives aux droits de l'homme de tenir dûment compte dans leurs travaux du cadre juridique international institué, et invitait les Etats Membres et les organismes des Nations Unies à garder à l'esprit les principes directeurs ci-après lorsqu'ils élaborent des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme; ces instruments devraient notamment :

a) Concorde avec l'ensemble du droit international existant en matière de droits de l'homme;

b) Revêtir un caractère fondamental et procéder de la dignité et de la valeur inhérentes à la personne humaine;

c) Etre suffisamment précis pour que les droits et obligations en découlant puissent être définis et mis en pratique;

d) Etre assortis, le cas échéant, de mécanismes d'application réalistes et efficaces, y compris des systèmes d'établissement de rapports;

e) Susciter un vaste soutien international.

Documentation

48. A propos de la documentation, l'attention de la Sous-Commission est appelée sur la résolution 1986/33 du Conseil économique et social, adoptée conformément à la recommandation contenue dans la résolution 1986/31 de la Commission, dans laquelle le Conseil priait la Sous-Commission de respecter rigoureusement les directives concernant la limitation de la documentation et de veiller à ce que les rapporteurs spéciaux chargés de l'établissement de rapports et d'études soient brefs et précis et que leurs rapports et études ne dépassent pas, autant que possible, 32 pages. Le Conseil a aussi décidé que les études établies par les rapporteurs spéciaux de la Sous-Commission ne seraient désormais imprimées qu'à la suite d'une décision formelle prise à cet effet par la Commission et ultérieurement par le Conseil, qui devrait avoir de ce fait la possibilité d'en étudier les incidences financières. L'attention de la Sous-Commission est également appelée sur d'autres résolutions se rapportant au contrôle et à la limitation de la documentation (notamment la résolution 33/56 de l'Assemblée générale et les résolutions 1981/83 et 1982/50 du Conseil économique et social).

Point 2. Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants : rapport de la Sous-Commission établi en application de la résolution 8 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme

49. La Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 8 (XXIII) du 16 mars 1967, avait décidé d'examiner chaque année le point de l'ordre du jour intitulé "Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants". Au paragraphe 2 de cette résolution, la Commission demandait à la Sous-Commission de préparer à son intention un rapport contenant des informations sur les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales, provenant de toutes les sources disponibles. Le Secrétaire général était prié, au paragraphe 3, d'apporter son aide à la Sous-Commission et de lui faciliter la tâche. Au paragraphe 6, la Commission invitait la Sous-Commission à lui signaler toute situation dont elle avait des raisons sérieuses de croire qu'elle révélait des violations constantes et systématiques des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dans tous les pays, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation, ainsi que la politique d'apartheid, en particulier dans les territoires coloniaux et dépendants.

50. Le Conseil économique et social, dans sa résolution 1235 (XLII) du 6 juin 1967, avait accueilli avec satisfaction la décision de la Commission d'examiner chaque année le point susmentionné et avait donné son agrément aux demandes d'assistance que celle-ci, dans sa résolution 8 (XXIII), adressait à la Sous-Commission et au Secrétaire général. Il avait autorisé la Commission et la Sous-Commission à examiner les renseignements concernant les violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales contenus dans

les communications mentionnées sur la liste dressée par le Secrétaire général, en application de sa résolution 728 F (XXVIII), du 30 juillet 1959. Il avait en outre autorisé la Commission à entreprendre une étude approfondie des situations qui révélaient de constantes et systématiques violations des droits de l'homme (voir aussi par. 36 à 44 ci-dessus).

51. Lorsqu'elle examinera ce point, la Sous-Commission jugera peut-être utile de tenir compte, outre les résolutions et décisions mentionnées dans les paragraphes précédents, des résolutions et décisions suivantes adoptées par la Sous-Commission à sa quarante-huitième session, par l'Assemblée générale à sa cinquante et unième session et par la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-troisième session :

Sous-Commission (quarante-huitième session)

Résolutions

1996/1	Situation au Moyen-Orient
1996/2	Situation des droits de l'homme au Kosovo
1996/3	Situation des droits de l'homme au Rwanda
1996/4	Situation des droits de l'homme au Burundi
1996/5	Situation des droits de l'homme en Iraq
1996/6	Situation dans le territoire palestinien et les autres territoires arabes occupés par Israël
1996/7	Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran

Décisions

1996/105	Vote au scrutin secret sur les propositions ayant trait à des allégations de violations des droits de l'homme commises dans des pays particuliers
1996/106	Surveillance de la transition vers la paix au Guatemala
1996/107	Situation humanitaire en Iraq

Assemblée générale (cinquante et unième session)

Résolutions

- | | |
|--------|---|
| 51/106 | Situation des droits de l'homme en Iraq |
| 51/107 | Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran |
| 51/108 | Situation des droits de l'homme en Afghanistan |
| 51/109 | Situation des droits de l'homme au Nigéria |
| 51/110 | Droits de l'homme en Haïti |
| 51/111 | Situation des droits de l'homme au Kosovo |
| 51/112 | Situation des droits de l'homme au Soudan |
| 51/113 | Situation des droits de l'homme à Cuba |
| 51/114 | Situation des droits de l'homme au Rwanda |
| 51/116 | Situation des droits de l'homme en République de Bosnie-Herzégovine, en République de Croatie et en République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) |
| 51/117 | Situation des droits de l'homme au Myanmar |

Commission des droits de l'homme (cinquante-troisième session)

Résolutions

- | | |
|---------|---|
| 1997/1 | Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine |
| 1997/2 | Les droits de l'homme dans le Golan syrien occupé |
| 1997/3 | Colonies israéliennes dans les territoires arabes occupés |
| 1997/53 | Situation des droits de l'homme au Nigéria |
| 1997/54 | Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran |
| 1997/55 | Situation des droits de l'homme dans le sud du Liban et dans la Bekaa-Ouest |
| 1997/57 | Situation des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine, en République de Croatie et en République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) |

1997/58	Situation des droits de l'homme au Zaïre
1997/59	Situation des droits de l'homme au Soudan
1997/60	Situation des droits de l'homme en Iraq
1997/62	Les droits de l'homme à Cuba
1997/63	Situation des droits de l'homme au Timor oriental
1997/64	Situation des droits de l'homme au Myanmar
1997/65	Situation des droits de l'homme en Afghanistan
1997/66	Situation des droits de l'homme au Rwanda
1997/67	Situation des droits de l'homme en Guinée équatoriale et assistance dans le domaine des droits de l'homme
1997/77	Situation des droits de l'homme au Burundi

Décision

1997/121	Question des droits de l'homme à Chypre
----------	---

52. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie d'une note du Secrétaire général contenant une liste à jour des rapports, études, statistiques et autres documents concernant la question de la Palestine et des autres territoires arabes occupés, soumise conformément à la résolution 1996/6 de la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/1997/4). La Sous-Commission sera également saisie d'une note du Secrétaire général sur les rapports pertinents et les mesures prises par l'Organisation des Nations Unies pour empêcher les violations des droits de l'homme en République islamique d'Iran, présentée conformément à la résolution 1996/7 de la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/1997/5).

Point 3. Examen global de sujets précis relatifs à l'élimination de la discrimination raciale

- a) Situation des travailleurs migrants et des membres de leur famille
- b) Xénophobie

53. Le point relatif aux mesures à prendre pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale et au rôle de la Sous-Commission dans ce domaine est inscrit à l'ordre du jour de la Sous-Commission depuis sa trente et unième session, en 1978. A sa quarante-sixième session, dans sa résolution 1994/4, la Sous-Commission a décidé d'inscrire tous les ans à son ordre du jour, à partir de sa quarante-septième session, un point concernant l'examen global de sujets précis relatifs au racisme, à la xénophobie, aux minorités et aux travailleurs migrants.

54. A sa quarante-huitième session, dans sa résolution 1996/10, la Sous-Commission s'est déclarée vivement préoccupée par les manifestations croissantes de racisme, de xénophobie et d'autres formes de discrimination et de traitement inhumain ou dégradant dont sont victimes les travailleurs migrants dans diverses régions du monde et a décidé, compte tenu de l'ampleur et de la gravité du problème, d'accorder toute son attention à la question de la protection des travailleurs migrants et des membres de leur famille à sa quarante-neuvième session.

55. Par sa décision 1996/120, la Sous-Commission a décidé de confier à deux de ses membres, M. José Bengoa et M. Mustapha Mehedi, l'établissement, conjointement avec deux membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, M. Ivan Garvalov et Mme Shanti Sadiq Ali, d'un document de travail commun sur l'article 7 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui devrait être présenté aux deux organes à leurs sessions respectives, en août 1997.

56. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie d'une note du secrétariat (E/CN.4/Sub.2/1997/6) concernant le document de travail commun sur l'article 7 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

57. La Sous-Commission sera également saisie d'une note du secrétariat (E/CN.4/Sub.2/1997/31) transmettant une lettre du Président du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

58. Lorsqu'elle examinera ce point, la Sous-Commission jugera peut-être aussi utile de tenir compte des résolutions et décisions suivantes adoptées par l'Assemblée générale à sa cinquante et unième session et par la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-troisième session :

Assemblée générale

Résolutions

51/65	Violence à l'égard des travailleuses migrantes
51/79	Mesures à prendre pour lutter contre les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée
51/80	Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale
51/81	Troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale
51/85	Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

Commission des droits de l'homme

Résolutions

- | | |
|---------|--|
| 1997/13 | La violence contre les travailleuses migrantes |
| 1997/14 | Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille |
| 1997/15 | Les migrants et les droits de l'homme |
| 1997/73 | Mesures à prendre pour lutter contre les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée |
| 1997/74 | Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée |

Décision

- | | |
|----------|--|
| 1997/125 | Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée |
|----------|--|

Point 4. La réalisation des droits économiques, sociaux et culturels

59. La Commission des droits de l'homme, à sa quarante-troisième session, dans sa résolution 1987/19, a demandé à la Sous-Commission d'examiner les conclusions et recommandations de son rapport intitulé Mise en oeuvre des droits économiques, sociaux et culturels : problèmes, politiques, progrès (publication des Nations Unies, numéro de vente : 75.XIV.2) et de lui soumettre, à sa quarante-quatrième session, un projet de calendrier pour la mise à jour de ces conclusions et recommandations, en tenant compte des activités des institutions spécialisées, des autres organes et organismes des Nations Unies, des autres organisations intergouvernementales, des gouvernements et des organisations non gouvernementales, et en ayant à l'esprit l'importance que revêt l'examen des questions soulevées dans ce rapport dans l'optique particulière des droits de l'homme. Elle a demandé en outre à la Sous-Commission d'envisager, conformément à sa résolution 1983/35, l'élaboration d'une étude relative aux répercussions sur les droits de l'homme des politiques et pratiques des grandes institutions financières internationales, surtout du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

60. A sa quarantième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1988/33, a décidé de charger M. Danilo Türk d'examiner les problèmes, les politiques et les mesures positives liés à une réalisation plus effective des droits économiques, sociaux et culturels en tant que Rapporteur spécial, et lui a recommandé de tenir compte des principes directeurs et des questions qui étaient indiqués dans sa résolution 1987/29 A. Cette résolution a été approuvée par la Commission dans sa résolution 1989/13 et par le Conseil économique et social dans sa décision 1989/138.

61. De 1989 à 1992, le Rapporteur spécial sur la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels a soumis quatre rapports : un rapport préliminaire (E/CN.4/Sub.2/1989/19); deux rapports intérimaires (E/CN.4/Sub.2/1990/19 et E/CN.4/Sub.2/1991/17) et un rapport final (E/CN.4/Sub.2/1992/16).

62. A sa quarante-quatrième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1992/29, a exprimé sa profonde satisfaction au Rapporteur spécial, M. Danilo Türk, pour son rapport final sur la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels, fait siennes les recommandations figurant dans les paragraphes 202 à 246 de ce rapport et prié le Secrétaire général d'assurer la diffusion la plus large possible des rapports du Rapporteur spécial.

Question de l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme (droits économiques, sociaux et culturels) (voir aussi par. 195 à 202 ci-dessous)

63. A sa quarante-huitième session, dans sa résolution 1996/24, la Sous-Commission a accueilli avec satisfaction le deuxième rapport intérimaire sur la question de l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme (droits économiques, sociaux et culturels), établi par M. El Hadji Guissé (E/CN.4/Sub.2/1996/15), et a demandé au Rapporteur spécial de lui présenter à sa quarante-neuvième session son rapport final.

64. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie du rapport final établi par le Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1997/8).

Répartition du revenu

65. A sa quarante-cinquième session, par sa résolution 1993/40, la Sous-Commission a décidé de confier à M. Asbjørn Eide le soin d'élaborer un document préparatoire sur les relations entre la jouissance des droits de l'homme, en particulier les droits économiques, sociaux et culturels, et la répartition du revenu, tant au niveau national qu'au niveau international, en tenant compte aussi des questions relatives à la réalisation du droit au développement, en vue de déterminer la manière la plus efficace de renforcer les activités dans ce domaine. La Commission a approuvé cette décision dans sa résolution 1994/20.

66. A sa quarante-sixième session, la Sous-Commission, par sa résolution 1994/40, a décidé de nommer M. José Bengoa, Rapporteur spécial sur les relations entre la jouissance des droits de l'homme et la répartition du revenu. Par sa décision 1995/105, la Commission des droits de l'homme a approuvé la décision de la Sous-Commission.

67. A sa quarante-huitième session, dans sa résolution 1996/26, la Sous-Commission a accueilli avec satisfaction le rapport provisoire sur les relations entre la jouissance des droits de l'homme, en particulier les droits économiques, sociaux et culturels, et la répartition du revenu, établi par le Rapporteur spécial, M. José Bengoa (E/CN.4/Sub.2/1996/14), et a demandé à ce dernier de lui présenter son rapport final à sa quarante-neuvième session.

68. Dans la même résolution, la Sous-Commission a également demandé au Secrétaire général d'organiser un séminaire d'experts chargé, d'une part, de mettre au point des indicateurs appropriés, et, d'autre part, de veiller à ce que soient tenus les engagements pris par les gouvernements, comme le prévoit le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social (A/CONF.166/9, par. 36 a) à m)).

69. A sa cinquante-troisième session, par sa décision 1997/115, la Commission des droits de l'homme a décidé de reporter une décision sur la demande de la Sous-Commission relative à l'organisation du séminaire susmentionné afin de décider si ce séminaire devrait être tenu sous l'égide de la Commission pour le développement social ou de la Commission des droits de l'homme.

70. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie du rapport final établi par le Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1997/9).

Expulsions forcées

71. A sa quarante-troisième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1991/12, a décidé de garder à l'étude, à sa quarante-quatrième session, la question des expulsions forcées en tant que violation flagrante et systématique des droits de l'homme affectant un grand nombre de personnes et de peuples.

72. A sa quarante-neuvième session, la Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 1993/77 adoptée sur la recommandation de la Sous-Commission contenue dans la résolution 1992/14 de cette dernière, a prié le Secrétaire général d'établir un rapport analytique sur la pratique des expulsions forcées en se fondant sur l'analyse du droit et de la jurisprudence internationaux et sur les renseignements présentés.

73. A sa quarante-cinquième session, la Sous-Commission a décidé, par sa résolution 1993/41, d'examiner la question des expulsions forcées à sa quarante-sixième session et d'étudier le rapport analytique du Secrétaire général (E/CN.4/1994/20) au titre du point de l'ordre du jour intitulé "La réalisation des droits économiques, sociaux et culturels".

74. A sa quarante-sixième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1994/39, a prié le Secrétaire général, conformément au paragraphe 172 de son rapport analytique, d'établir une série de directives sur les expulsions forcées liées aux événements internationaux.

75. A sa quarante-septième session, la Sous-Commission était saisie du rapport du Secrétaire général sur cette question (E/CN.4/Sub.2/1995/13). Dans sa résolution 1995/29, elle a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport mis à jour concernant les directives sur les expulsions forcées liées aux événements internationaux, lors de sa quarante-huitième session.

76. Dans la même résolution, la Sous-Commission a prié le Secrétaire général d'organiser un séminaire d'experts sur la pratique de l'expulsion forcée et sur les rapports entre cette pratique et les droits de l'homme internationalement reconnus, en vue d'élaborer, du point de vue des droits

de l'homme, des directives d'ensemble applicables aux déplacements qui sont liés au développement.

77. La Commission des droits de l'homme, à sa cinquante-deuxième session, a décidé, par sa décision 1996/104, de recommander au Conseil économique et social, à la lumière des conclusions de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), qui se tiendrait à Istanbul en juin 1996, d'autoriser la tenue d'un séminaire d'experts sur la pratique de l'expulsion forcée en vue d'élaborer, du point de vue des droits de l'homme, des directives d'ensemble applicables aux déplacements qui sont liés au développement. Le Conseil économique et social a approuvé cette recommandation par sa décision 1996/290.

78. A sa quarante-huitième session, la Sous-Commission était saisie d'un rapport du Secrétaire général concernant les directives sur les expulsions forcées liées aux événements internationaux (E/CN.4/Sub.2/1996/11). Dans sa résolution 1996/27, la Sous-Commission a prié le Secrétaire général de convoquer, conformément à la décision 1996/290 du Conseil économique et social, en date du 24 juillet 1996, un séminaire d'experts sur la pratique des expulsions forcées et sur les rapports entre cette pratique et les droits de l'homme internationalement reconnus, en vue d'élaborer, du point de vue des droits de l'homme, des directives d'ensemble concernant les expulsions forcées, y compris les déplacements liés au développement et les expulsions forcées auxquelles il est procédé à l'occasion d'événements internationaux, et ce avant la quarante-neuvième session de la Sous-Commission. Le Secrétaire général a été prié de présenter le rapport du séminaire d'experts et les directives mentionnées à la Sous-Commission à sa quarante-neuvième session. La Sous-Commission a décidé d'examiner la question des expulsions forcées à sa quarante-neuvième session au titre du point de l'ordre du jour intitulé "La réalisation des droits économiques, sociaux et culturels" et de déterminer la façon la plus efficace de poursuivre l'examen de la question des expulsions forcées.

79. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie du rapport du Secrétaire général sur le séminaire d'experts sur les expulsions forcées (E/CN.4/Sub.2/1997/7) qui s'est tenu à Genève, du 11 au 13 juin 1997.

a) L'ordre économique international et la promotion des droits de l'homme

80. A sa trente et unième session, la Sous-Commission, par sa décision 6 (XXXI) du 15 septembre 1978, avait ajouté à son ordre du jour un point intitulé "Le nouvel ordre économique international et la promotion des droits de l'homme". Dans sa résolution 1985/34, elle a décidé que ce point serait examiné tous les deux ans, puis, par sa résolution 1989/1, qu'il serait examiné tous les ans. La Sous-Commission n'a pris aucune décision en ce qui concerne ce point depuis sa quarante et unième session.

b) La réalisation du droit au développement

81. A sa quarante-huitième session, la Sous-Commission a adopté la résolution 1996/22, dans laquelle elle a décidé de continuer à examiner des questions en rapport avec la réalisation du droit au développement dans le

cadre du point de l'ordre du jour intitulé "La réalisation des droits économiques, sociaux et culturels", pour permettre aux membres de la Sous-Commission de contribuer à l'examen, par la Commission des droits de l'homme, de la promotion de la réalisation du droit au développement. La Sous-Commission a demandé au Secrétaire général d'inviter tous les organes compétents de l'ONU et organismes concernés des Nations Unies à redoubler d'efforts pour promouvoir la coopération internationale dans le but de réaliser le droit au développement dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006) et à lui fournir des renseignements à cet égard, et l'a prié de transmettre les informations reçues tous les ans à la Sous-Commission. La Sous-Commission a aussi décidé d'examiner tous les ans les progrès réalisés dans le domaine de la coopération internationale pour la mise en oeuvre du droit au développement dans le cadre des droits de l'homme et de la Décennie.

c) La question des sociétés transnationales

82. A sa quarante-sixième session, dans sa résolution 1994/37, la Sous-Commission a prié le Secrétaire général d'établir, pour qu'elle l'examine à sa quarante-septième session, un document de travail sur les rapports entre d'une part la jouissance des droits de l'homme, notamment du droit au travail et des droits syndicaux et, d'autre part les méthodes de travail et les activités des sociétés transnationales.

83. A sa quarante-septième session, dans sa résolution 1995/31, la Sous-Commission a approuvé le document de travail établi par le Secrétaire général conformément à la demande qu'elle avait formulée dans sa résolution 1994/37 (E/CN.4/Sub.2/1995/11). Elle a également prié le Secrétaire général d'établir, pour qu'elle l'examine à sa quarante-huitième session, un rapport sur les effets des activités et des méthodes de travail des sociétés transnationales sur la pleine jouissance de tous les droits de l'homme, en particulier les droits économiques, sociaux et culturels et le droit au développement, compte tenu des directives, règles et normes internationales existant sur ce sujet.

84. A sa quarante-huitième session, la Sous-Commission était saisie du rapport du Secrétaire général sur cette question soumis conformément à sa résolution 1995/31 (E/CN.4/Sub.2/1996/12). Dans sa résolution 1996/39, la Sous-Commission a approuvé ce rapport et a décidé de transmettre le document de travail établi par le Secrétaire général et le rapport du Secrétaire général à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-troisième session pour qu'elle les examine et y donne suite. La Sous-Commission a estimé qu'il serait utile que la Commission des droits de l'homme établisse, pour une période de trois ans, un groupe de travail composé de cinq experts désignés, parmi les candidats présentés par les gouvernements, par le Président de la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-troisième session sur la base du principe d'une représentation géographique équitable et en consultation avec les groupes régionaux de la Commission et ayant le mandat suivant :

a) Identifier et examiner les effets des méthodes de travail et des activités des sociétés transnationales et des entités commerciales franchisées

ou licenciées par ces sociétés, sur les droits économiques, sociaux et culturels et le droit au développement;

b) Enquêter, surveiller, examiner et recevoir des communications et rassembler des informations sur les effets des méthodes de travail et des activités des sociétés transnationales sur les droits économiques, sociaux et culturels et le droit au développement;

c) Formuler des recommandations et des propositions visant à réglementer, à l'échelle nationale, régionale et internationale, les méthodes de travail et les activités des sociétés transnationales, afin d'assurer que ces méthodes et activités correspondent aux objectifs économiques et sociaux des pays dans lesquels ces sociétés opèrent, et de promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels et le droit au développement;

d) Etablir chaque année une liste des pays et des sociétés transnationales indiquant, en dollars des Etats-Unis, leur produit national brut ou chiffre d'affaires respectif.

La Sous-Commission a décidé de poursuivre l'examen au titre d'un alinéa du point de son ordre du jour intitulé "La réalisation des droits économiques, sociaux et culturels", de la question des effets des activités et des méthodes de travail des sociétés transnationales sur la jouissance de tous les droits de l'homme, y compris le droit au développement.

Questions diverses

85. A propos des questions relevant de ce point de son ordre du jour, l'attention de la Sous-Commission est aussi appelée sur la résolution 51/99 de l'Assemblée générale, intitulée "Droit au développement".

86. La Sous-Commission jugera peut-être utile également de prendre note, outre les résolutions mentionnées dans les paragraphes précédents, des résolutions et décisions suivantes que la Commission a adoptées à sa cinquante-troisième session :

Résolutions

1997/7	Les droits de l'homme et les mesures coercitives unilatérales
1997/8	Le droit à l'alimentation
1997/9	Conséquences néfastes des mouvements et déversements illicites de produits et déchets toxiques et nocifs pour la jouissance des droits de l'homme
1997/10	Effets des politiques d'ajustement économique consécutives à la dette extérieure sur la jouissance effective des droits de l'homme, en particulier pour l'application de la Déclaration sur le droit au développement
1997/11	Les droits de l'homme et l'extrême pauvreté

1997/17 Question de la jouissance effective, dans tous les pays, des droits économiques, sociaux et culturels proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et étude des problèmes particuliers que rencontrent les pays en développement dans leurs efforts tendant à la réalisation de ces droits de l'homme

1997/72 Le droit au développement

Décisions

1997/102 Les droits de l'homme et l'environnement

1997/103 Effets des politiques d'ajustement structurel sur la jouissance effective des droits de l'homme

Point 5. La réalisation des droits de la personne humaine en ce qui concerne les femmes

87. A sa trente-septième session, la Sous-Commission avait décidé d'inscrire à son ordre du jour, au titre du point considéré, un alinéa relatif à la prévention de la discrimination et la protection de la femme.

88. A sa cinquantième session, la Commission a adopté la résolution 1994/45, dans laquelle elle a décidé de nommer, pour une durée de trois ans, un rapporteur spécial chargé de la question de la violence contre les femmes, y compris ses causes et ses conséquences, qui lui présenterait un rapport annuel à compter de sa cinquante et unième session. En conséquence, le Président de la Commission a désigné Mme Radhika Coomaraswamy (Sri Lanka) rapporteur spécial en la matière. Le Rapporteur spécial a présenté des rapports à la Commission à ses cinquante et unième (E/CN.4/1995/42), cinquante-deuxième (E/CN.4/1996/53 et Add.1 et Add.1/Corr.1 et Add.2) et cinquante-troisième (E/CN.4/1997/47 et Add.1 à 4) sessions.

89. A sa quarante-sixième session, la Sous-Commission, dans sa décision 1994/101, a décidé de supprimer de son ordre du jour, au titre du point considéré, l'alinéa intitulé "Prévention de la discrimination et protection de la femme" et d'insérer un nouveau point intitulé "Prévention de la discrimination à l'égard des femmes". Par la suite, dans sa résolution 1994/43, la Sous-Commission a décidé de remplacer le titre du point par "La réalisation des droits de la personne humaine en ce qui concerne les femmes".

90. Dans la même résolution, la Sous-Commission a aussi prié le Secrétaire général de lui faire rapport, lors de sa quarante-septième session, sur les mesures adoptées depuis la Conférence mondiale sur les droits de l'homme par les rapporteurs spéciaux, les experts, les groupes de travail, les organes conventionnels et les mécanismes divers de la Commission et de la Sous-Commission pour réaliser l'intégration des droits fondamentaux des femmes dans le système des Nations Unies.

91. A sa quarante-septième session, la Sous-Commission était saisie d'un rapport du Secrétaire général (E/CN.4/Sub.2/1995/22). Dans sa résolution 1995/26 intitulée "Réalisation des droits fondamentaux des femmes et des fillettes", la Sous-Commission a décidé d'examiner la question des droits fondamentaux des femmes et des enfants de sexe féminin au titre de chacun des points de son ordre du jour, ainsi que dans toutes les études pertinentes entreprises par la Sous-Commission. Elle a prié le Secrétaire général de recueillir les vues du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et de la Commission de la condition de la femme sur la question de savoir s'il serait souhaitable d'avoir un avis consultatif sur la valeur et l'effet juridique des réserves concernant la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et d'inviter ces organes à formuler, dans leurs réponses, toutes autres observations sur la question des réserves à cette convention qu'ils jugeraient appropriées. A sa quarante-huitième session la Sous-Commission était saisie du rapport du Secrétaire général (E/CN.4/Sub.2/1996/20).

92. Dans sa résolution 1996/21, la Sous-Commission a demandé que, lorsqu'il y a lieu, les études soumises à sa quarante-neuvième session comprennent des statistiques ventilées par sexe, et examinent les moyens dont le sexe influe sur les différentes formes de violation de leurs droits auxquelles les femmes sont exposées, les conséquences de ces violations, l'existence de voies de recours et les possibilités d'accès à ces recours, les relations qui existent entre les violations dont les femmes sont victimes et la condition d'infériorité faite à la femme dans la vie publique et privée, toute lacune qui existerait dans les normes de protection internationales en vigueur, et soient assorties de recommandations portant spécifiquement sur la question, propres à remédier à ces violations. Elle a décidé d'examiner de façon plus approfondie les incidences du Programme d'action de Beijing sur ses propres travaux dans des domaines tels que les femmes et la pauvreté, le rôle de la femme dans le développement mondial et la promotion des droits de l'homme, ainsi que l'adoption de nouvelles mesures pour lutter contre la violence à laquelle les femmes sont exposées, y compris la traite, à sa quarante-neuvième session, au titre du même point de l'ordre du jour.

a) Pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants

93. La Sous-Commission, dans sa résolution 1983/1, avait fait des recommandations concernant une étude sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants. Par la suite, le Conseil économique et social a approuvé, par sa résolution 1984/34, la demande de la Commission des droits de l'homme tendant à ce qu'un groupe de travail d'experts entreprenne cette étude. A sa quarante-deuxième session, la Commission était saisie du rapport du Groupe de travail (E/CN.4/1986/42).

94. A sa quarantième session, la Sous-Commission, par sa résolution 1988/34, a prié Mme Halima Embarek Warzazi d'étudier les faits nouveaux ayant trait aux pratiques traditionnelles qui affectent la santé des femmes et des enfants. Le Rapporteur spécial a présenté à la Sous-Commission, à ses quarante et unième et quarante-troisième sessions, ses rapports préliminaire et final publiés sous les cotes E/CN.4/Sub.2/1989/42 et Add.1 et E/CN.4/Sub.2/1991/6 respectivement.

95. A sa quarante-troisième session, la Sous-Commission était également saisie du rapport du séminaire régional sur ce sujet tenu au Burkina Faso du 29 avril au 3 mai 1991 (E/CN.4/Sub.2/1991/48).

96. A sa quarante-sixième session, par sa résolution 1994/30, la Sous-Commission, ayant pris note du rapport du Séminaire régional tenu à Sri Lanka du 4 au 8 juillet 1994 (E/CN.4/Sub.2/1994/10 et Corr.1), a adopté le Plan d'action visant à l'élimination des pratiques traditionnelles préjudiciables affectant la santé des femmes et des enfants (E/CN.4/Sub.2/1994/10/Add.1 et Corr.1).

97. Par sa décision 1995/112, la Commission des droits de l'homme, à sa cinquante et unième session, a approuvé la recommandation contenue dans la résolution 1994/30 de la Sous-Commission tendant à proroger de deux ans le mandat du Rapporteur spécial afin de lui permettre d'entreprendre une étude approfondie visant à analyser, notamment, les différences et les similitudes existant entre les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants dans de nombreuses parties du monde.

98. A sa quarante-septième session, la Sous-Commission était saisie du rapport préliminaire du Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1995/6) et elle a adopté à ce sujet la résolution 1995/20.

99. A sa quarante-huitième session, la Sous-Commission était saisie du rapport final du Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1996/6). Dans sa résolution 1996/19, la Sous-Commission a pris acte avec satisfaction du rapport final du Rapporteur spécial, Mme Halima Embarek Warzazi. Elle a regretté le manque d'informations fournies par les gouvernements sur l'application du Plan d'action visant à l'élimination des pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants (E/CN.4/Sub.2/1994/10/Add.1 et Corr.1) en vue de mettre fin à ces pratiques préjudiciables, et a souligné, en conséquence, combien il était important de suivre l'application des mesures prises par les gouvernements vers l'élimination de ces pratiques traditionnelles dans le cadre, notamment, de l'exécution du Plan d'action. La Sous-Commission a décidé de proroger de deux ans le mandat du Rapporteur spécial afin de lui permettre de suivre et de surveiller l'évolution de la situation en la matière et de faire rapport à la Sous-Commission à ses quarante-neuvième et cinquantième sessions. Cette décision a été approuvée par la Commission des droits de l'homme dans sa décision 1997/108.

100. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie du rapport intérimaire établi par le Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1997/10).

b) Le rôle des femmes dans le développement et leur participation égale à ce processus

101. C'est à sa trente-septième session, en 1984, que la Sous-Commission avait proposé d'inscrire à son ordre du jour un alinéa relatif à la prévention de la discrimination et à la protection de la femme.

102. A sa trente-neuvième session, elle a adopté la résolution 1987/26 intitulée "Le rôle des femmes dans le développement et leur égale

participation à ce processus", dans laquelle elle décidait d'examiner, à sa quarante et unième session et à ses sessions ultérieures, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Le nouvel ordre économique international et la promotion des droits de l'homme", la question intitulée "Le rôle des femmes dans le développement et leur égale participation à ce processus". Elle priait également le Secrétaire général de mettre à sa disposition, à chacune de ses sessions futures, les rapports du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et de la Commission de la condition de la femme.

103. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie des derniers rapports du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et de la Commission de la condition de la femme.

104. Lorsqu'elle examinera ce point, la Sous-Commission jugera peut-être utile également de tenir compte des résolutions et décisions suivantes adoptées par l'Assemblée générale à sa cinquante et unième session et par la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-troisième session :

Assemblée générale

- | | |
|-------|---|
| 51/65 | Violence à l'égard des travailleuses migrantes |
| 51/66 | Traite des femmes et des petites filles |
| 51/67 | Amélioration de la situation des femmes au Secrétariat |
| 51/68 | Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes |
| 51/69 | Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration de Beijing et du Programme d'action |

Commission des droits de l'homme

- | | |
|---------|--|
| 1997/13 | La violence contre les travailleuses migrantes |
| 1997/19 | Traite des femmes et des petites filles |
| 1997/43 | Prise en compte des droits fondamentaux des femmes dans tous les organismes du système des Nations Unies |
| 1997/44 | L'élimination de la violence contre les femmes |

Point 6. Formes contemporaines d'esclavage

Activités du Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage

105. La Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 13 (XXIII) du 21 mars 1967, avait prié la Sous-Commission de procéder régulièrement à l'examen de la question de l'esclavage sous toutes ses formes, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme.

106. Se fondant sur une recommandation faite par la Sous-Commission (résolution 7 (XXVI)) et approuvée par la Commission des droits de l'homme (décision 5 (XXX) du 6 mars 1974), le Conseil économique et social, par sa décision 16 (LVI) du 17 mai 1974, a autorisé la Sous-Commission à constituer un groupe de travail composé de cinq de ses membres, qui se réunirait avant chacune de ses sessions afin d'examiner les faits survenus dans le domaine de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme, de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, notions définies dans la Convention de 1926 relative à l'esclavage, dans la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, ainsi que dans la Convention de 1949 pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui. Le Groupe de travail sur l'esclavage avait été créé par la Sous-Commission en vertu de sa résolution 11 (XXVII) du 21 août 1974. La Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 1988/42, avait fait sienne la recommandation de la Sous-Commission tendant à modifier le nom du Groupe de travail qui allait devenir le "Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage".

107. A chacune de ses sessions, le Groupe de travail examine les renseignements reçus sur la situation et l'application des conventions sur l'esclavage et les pratiques esclavagistes, analyse l'évolution dans d'autres domaines des formes contemporaines d'esclavage et, enfin, étudie les recommandations adoptées lors des sessions précédentes. Dans sa résolution 1989/41, la Sous-Commission a décidé d'examiner ces questions lors de ses sessions ultérieures au titre d'un point de l'ordre du jour intitulé "Formes contemporaines d'esclavage".

108. A sa quarante-huitième session, la Sous-Commission a adopté la résolution 1996/12 relative au rapport du Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage. Elle a félicité le Groupe de travail pour son action utile et, en particulier, sa largeur de vues et la souplesse de ses méthodes de travail.

109. Dans la même résolution, la Sous-Commission a, entre autres, décidé de continuer d'examiner les questions du trafic d'organes et de tissus humains, du travail forcé, des adoptions illégales et pseudo-légales, de l'inceste, des travailleurs domestiques, du mariage précoce et des détenus mineurs à sa quarante-neuvième session (par. 19, 29, 37, 45, 48 et 50); de maintenir la question de l'abolition du travail servile à l'examen et d'évaluer les progrès accomplis (par. 27). Elle a également décidé de prévoir dans le calendrier de ses travaux un examen adéquat du rapport du Groupe de travail vers le début de chaque session, et ainsi de participer plus étroitement aux activités du Groupe de travail (par. 63).

110. La Commission des droits de l'homme, à sa cinquante-troisième session, dans sa résolution 1997/20, a accueilli avec satisfaction les travaux du Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage et a pris note de ses recommandations. Elle a prié le Secrétaire général de continuer à examiner la fiabilité des allégations faisant état du prélèvement d'organes et de tissus sur des enfants et des adultes à des fins commerciales et d'inclure une

analyse de cette question dans un rapport mis à jour, qui serait soumis à la Commission à sa cinquante-cinquième session, pour permettre à cette dernière de décider s'il fallait poursuivre l'examen de cette question.

111. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie du rapport du Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage sur sa vingt-deuxième session (E/CN.4/Sub.2/1997/13), qui s'est tenue du 2 au 11 juin 1997.

Vente d'enfants, prostitution d'enfants et pornographie impliquant des enfants

112. La Commission, à sa quarante-huitième session, dans sa résolution 1992/74, a adopté le Programme d'action pour la prévention de la vente d'enfants, de la prostitution d'enfants et de la pornographie impliquant des enfants, présenté par la Sous-Commission. La Commission a prié tous les Etats d'informer régulièrement la Sous-Commission des mesures adoptées pour mettre en oeuvre le Programme d'action et de l'efficacité de ces mesures, et prié la Sous-Commission de lui présenter tous les deux ans un rapport sur l'état de la mise en oeuvre du Programme d'action par tous les Etats.

113. A sa quarante-huitième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1996/12, a demandé au Secrétaire général d'inviter tous les Etats à informer le Groupe de travail des mesures adoptées pour appliquer le Programme d'action pour la prévention de la vente d'enfants, de la prostitution d'enfants et de la pornographie impliquant des enfants, et de présenter un rapport à ce sujet à la Sous-Commission, à sa quarante-neuvième session, et à la Commission à sa cinquante-quatrième session.

114. A sa présente session, la Sous-Commission sera saisie du rapport du Secrétaire général (E/CN.4/Sub.2/1997/11).

Exploitation de la main-d'oeuvre infantine et servitude pour dettes

115. La Commission des droits de l'homme, à sa quarante-neuvième session, dans sa résolution 1993/79, a adopté le Programme d'action pour l'élimination de l'exploitation de la main-d'oeuvre infantine présenté par la Sous-Commission et prié tous les Etats d'informer régulièrement la Sous-Commission des mesures adoptées pour mettre en oeuvre le Programme d'action et de l'efficacité de ces mesures. Elle a en outre prié la Sous-Commission de lui présenter tous les deux ans un rapport sur l'état de la mise en oeuvre du Programme d'action par tous les Etats. Enfin, elle a décidé d'examiner la question de la mise en oeuvre du Programme d'action tous les deux ans, afin d'évaluer les progrès réalisés dans l'élimination de l'exploitation de la main-d'oeuvre infantine.

116. Par sa décision 1993/112, la Commission a autorisé la Sous-Commission à envisager la possibilité de faire entreprendre par un rapporteur spécial la mise à jour du rapport du Rapporteur spécial sur l'exploitation de la main-d'oeuvre infantine, M. Abdelwahab Bouhdiba (E/CN.4/Sub.2/479), soumis à la Sous-Commission à sa trente-quatrième session, et d'élargir cette étude au problème de la servitude pour dettes.

117. A sa quarante-sixième session, la Sous-Commission dans sa résolution 1994/5, a recommandé à la Commission d'approuver, à sa cinquante et unième session, la recommandation de désigner Mme H.E. Warzazi rapporteur spécial chargé d'examiner les questions de l'exploitation de la main-d'oeuvre enfantine et de la servitude pour dettes.

118. A sa cinquante et unième session, la Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 1995/27, a prié la Sous-Commission de se pencher à nouveau sur la nomination proposée de Mme H.E. Warzazi comme rapporteur spécial et de conditionner cette nomination à la présentation d'un document préparatoire.

119. A sa quarante-huitième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1996/12, a décidé d'examiner plus avant la possibilité de nommer un rapporteur spécial sur l'exploitation de la main-d'oeuvre enfantine et la servitude pour dettes, compte tenu en particulier de l'importance d'une étude sur la main-d'oeuvre enfantine. Elle a prié le Secrétaire général d'inviter tous les Etats à continuer d'informer le Groupe de travail des mesures qu'ils ont adoptées pour mettre en oeuvre le Programme d'action pour l'élimination de l'exploitation de la main-d'oeuvre enfantine.

120. A sa cinquante-troisième session, la Commission des droits de l'homme était saisie pour examen du rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre du Programme d'action pour l'élimination de l'exploitation de la main-d'oeuvre enfantine (E/CN.4/Sub.2/1996/25), tel qu'il lui avait été transmis par la Sous-Commission.

Traite des êtres humains et exploitation de la prostitution d'autrui

121. A sa quarante-septième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1995/16, a, entre autres, recommandé que la Commission adopte le projet de programme d'action pour la prévention de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui (E/CN.4/Sub.2/1995/28/Add.1), élaboré par le Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage.

122. La Commission des droits de l'homme, à sa cinquante-deuxième session, dans sa résolution 1996/61, a approuvé le projet de programme d'action pour la prévention de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, tout en tenant compte des différences entre les Etats quant au champ d'application de la législation pénale portant, entre autres, sur la prostitution et sur la production, la distribution et la possession de matériel pornographique.

123. A sa quarante-huitième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1996/12, a noté avec satisfaction l'adoption par la Commission des droits de l'homme du Programme d'action pour la prévention de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui et a prié le Secrétaire général d'inviter tous les Etats à informer périodiquement la Sous-Commission des mesures qu'ils ont adoptées pour mettre en oeuvre le Programme d'action et de leur efficacité.

124. Dans sa résolution 1997/19, la Commission a prié la Sous-Commission d'encourager son Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage à garder à l'étude la question de la traite des femmes et des petites filles

dans le cadre de son Programme d'action pour la prévention de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui.

Esclavage et pratiques analogues à l'esclavage en temps de guerre

125. A sa quarante-sixième session, la Sous-Commission, dans sa décision 1994/109, a décidé d'inviter Mme Linda Chavez à lui présenter à sa quarante-septième session un document de travail sur la situation en ce qui concerne le viol, l'esclavage sexuel et les pratiques esclavagistes systématiques en temps de guerre, y compris en période de conflit armé interne.

126. A sa quarante-septième session, la Sous-Commission était saisie du document de travail rédigé par Mme Chavez (E/CN.4/Sub.2/1995/38).

127. Par sa décision 1996/107, la Commission des droits de l'homme, à sa cinquante-deuxième session, a fait sienne la décision de la Sous-Commission (résolution 1995/14) de nommer Mme Linda Chavez rapporteur spécial chargé d'entreprendre une étude approfondie de la situation en ce qui concerne le viol systématique, l'esclavage sexuel et les pratiques analogues à l'esclavage en période de conflit armé.

128. A sa quarante-huitième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1996/11, a accueilli avec satisfaction le rapport préliminaire du Rapporteur spécial, Mme Linda Chavez (E/CN.4/Sub.2/1996/26), et a prié cette dernière de présenter son rapport final à la Sous-Commission à sa quarante-neuvième session, ainsi qu'il est prévu dans son document de travail (E/CN.4/Sub.2/1995/38).

129. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie d'une note du Secrétaire général (E/CN.4/Sub.2/1997/12).

Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage

130. L'Assemblée générale, à sa quarante-sixième session, dans sa résolution 46/122, a décidé de créer un fonds de contributions volontaires pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage qui aurait pour but, premièrement, d'aider les représentants d'organisations non gouvernementales de différentes régions qui s'occupent des formes contemporaines d'esclavage à participer aux délibérations du Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage en leur fournissant une assistance financière et, deuxièmement, d'apporter, par l'intermédiaire des mécanismes d'assistance existants, une aide humanitaire, juridique et financière aux personnes dont les droits de l'homme ont été gravement violés par des formes contemporaines d'esclavage. Elle a décidé également que le Fonds serait administré conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'aux autres dispositions applicables, selon les avis d'un conseil d'administration constitué de cinq personnes ayant l'expérience voulue dans le domaine des droits de l'homme et, en particulier, des formes contemporaines d'esclavage, qui siègeraient à titre personnel; les membres du Conseil d'administration seraient nommés par le Secrétaire général pour un mandat renouvelable de

trois ans, en consultation avec le Président en exercice de la Sous-Commission et compte dûment tenu du principe d'une répartition géographique équitable.

131. A sa cinquante-troisième session, la Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 1997/20, a prié le Secrétaire général de transmettre aux gouvernements un appel en faveur de contributions au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage.

Point 7. Droits de l'homme des peuples autochtones

Groupe de travail sur les populations autochtones

132. Le Conseil économique et social, dans sa résolution 1982/34, a autorisé la Sous-Commission à constituer annuellement un groupe de travail qui devait :

a) passer en revue les faits nouveaux concernant la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones, y compris les renseignements demandés par le Secrétaire général ainsi qu'analyser cette documentation et présenter ses conclusions à la Sous-Commission en ayant présent à l'esprit le rapport du Rapporteur spécial de la Sous-Commission, M. José R. Martínez Cobo (E/CN.4/Sub.2/1986/7 et Add.1 à 4, les deux derniers chapitres ayant été publiés en tant que publication des Nations Unies, numéro de vente : F.86.XIV.3);

b) accorder une attention spéciale à l'évolution des normes concernant les droits des populations autochtones, en tenant compte à la fois des similitudes et des différences dans les situations et les aspirations des populations autochtones à travers le monde.

133. Le Groupe de travail sur les populations autochtones a tenu 14 sessions jusqu'en 1996. Il a présenté à la Sous-Commission des rapports détaillés (E/CN.4/Sub.2/1982/33, E/CN.4/Sub.2/1983/22, E/CN.4/Sub.2/1984/20, E/CN.4/Sub.2/1985/22 et Add.1, E/CN.4/Sub.2/1987/22 et Add.1, E/CN.4/Sub.2/1988/24 et Add.1 et 2, E/CN.4/Sub.2/1989/36, E/CN.4/Sub.2/1990/42, E/CN.4/Sub.2/1991/40 et Rev.1, E/CN.4/Sub.2/1992/33, E/CN.4/Sub.2/1993/29 et Add.1 et 2, E/CN.4/Sub.2/1994/30, E/CN.4/Sub.2/1995/24) et E/CN.4/Sub.2/1996/21 et Corr.1) qui ont été également communiqués à la Commission.

134. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie du rapport du Groupe de travail sur sa quinzième session (E/CN.4/Sub.2/1997/14).

Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones

135. Conformément aux recommandations formulées par la Sous-Commission dans sa résolution 1984/35 C, par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1985/29 et par le Conseil économique et social dans sa résolution 1985/38, l'Assemblée générale, dans sa résolution 40/131 du 13 décembre 1985, a créé le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones. Le Fonds a pour objet d'aider des représentants de communautés et d'organisations autochtones à participer

aux débats du Groupe de travail sur les populations autochtones en leur apportant une assistance financière, provenant de contributions volontaires de gouvernements, d'organisations non gouvernementales et d'autres entités privées ou publiques. L'Assemblée générale, dans sa résolution 50/156, a décidé que le Fonds de contributions volontaires servirait également à aider les représentants de collectivités locales et d'organisations autochtones à participer aux débats du Groupe de travail intersessions à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme créé par celle-ci dans sa résolution 1995/32 ainsi qu'aux débats du Groupe de travail sur les populations autochtones. Le Fonds de contributions volontaires est administré par le Secrétaire général, selon les avis d'un conseil d'administration composé de cinq membres. Le Conseil d'administration a tenu sa dixième session du 21 au 25 avril 1997.

136. Dans sa résolution 1996/32, la Sous-Commission a recommandé que les départements compétents de l'ONU établissent des comptes séparés et des organes distincts pour le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie internationale et le Fonds de contributions volontaires pour les populations autochtones et, si possible, transfèrent la gestion financière des fonds de New York à Genève.

Décennie internationale des populations autochtones

137. L'Assemblée générale, à sa quarante-huitième session, par sa résolution 48/163 du 21 décembre 1993, a proclamé la Décennie internationale des populations autochtones, qui commencerait le 10 décembre 1994, la période allant du 1er janvier au 9 décembre 1994 étant consacrée à l'élaboration, de concert avec les populations autochtones, des plans destinés à être mis en oeuvre pendant la Décennie. L'Assemblée générale a d'autre part prié la Commission des droits de l'homme d'inviter le Groupe de travail sur les populations autochtones de la Sous-Commission à fixer, chaque année, une date pour la célébration de la Journée internationale des populations autochtones. Dans la même résolution, le Groupe de travail a été prié de sélectionner les programmes et les projets qui pourraient être exécutés à l'occasion de la Décennie, et de les soumettre à la Commission, pour examen, par l'intermédiaire de la Sous-Commission.

138. A sa quarante-sixième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1994/47, a décidé de recommander que la Journée internationale des populations autochtones soit célébrée chaque année le 9 août.

139. L'Assemblée générale, dans sa résolution 49/214, a adopté un programme d'activités à court terme pour 1995 et invité la Commission des droits de l'homme à l'examiner en vue de le modifier ou de le compléter si besoin était. L'Assemblée a également décidé que la Journée internationale des populations autochtones serait célébrée chaque année le 9 août pendant la Décennie. La Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 1995/28, a décidé que le programme définitif des activités pour 1995 devrait être celui qui figurait dans l'annexe de cette résolution. Les suggestions du Groupe de travail sur les populations autochtones concernant le programme pour la Décennie figuraient dans son rapport (E/CN.4/Sub.2/1995/24).

140. L'Assemblée générale, dans sa résolution 50/157, a adopté le programme d'activités de la Décennie qui figure en annexe à cette résolution. Dans sa résolution 1996/39, la Commission des droits de l'homme s'est félicitée de la création par le Coordonnateur de la Décennie, d'un groupe consultatif chargé de donner des conseils au sujet des projets et programmes financés à l'aide du Fonds de contributions volontaires pour la Décennie internationale des populations autochtones. La deuxième session du Groupe consultatif s'est tenue du 16 au 18 avril 1997.

141. L'Assemblée générale, dans sa résolution 51/78, a, entre autres, noté que le programme d'activités de la Décennie internationale des populations autochtones pourrait être revu et mis à jour tout au long de la Décennie et que le Conseil économique et social et l'Assemblée générale devraient, à mi-parcours de la Décennie, en dresser le bilan afin de déterminer les obstacles qui s'opposent à la réalisation des objectifs fixés et de recommander des solutions pour les surmonter.

142. La Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 1997/32, a notamment recommandé que le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme assume la responsabilité de la coordination de la Décennie.

Instance permanente pour les populations autochtones

143. Dans sa résolution 48/163, l'Assemblée générale a prié la Commission des droits de l'homme d'examiner par priorité la création d'une instance permanente pour les populations autochtones dans le cadre du système des Nations Unies. Dans sa résolution 1994/28, du 4 mars 1994, la Commission a prié le Groupe de travail sur les populations autochtones d'examiner la question et de lui présenter ses suggestions, par l'intermédiaire de la Sous-Commission.

144. A sa quarante-sixième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1994/50, a recommandé que le Centre pour les droits de l'homme organise un atelier au sujet d'une éventuelle instance permanente pour les autochtones, avec la participation de représentants des gouvernements, d'organisations autochtones et d'experts indépendants. La Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 1995/30, a fait sienne la recommandation relative à l'organisation d'un tel atelier. L'atelier sur la création éventuelle d'une instance permanente pour les populations autochtones a été organisé à Copenhague du 26 au 28 juin 1995 et le rapport sur ses travaux (E/CN.4/Sub.2/AC.4/1995/7) a été présenté au Groupe de travail sur les populations autochtones à sa treizième session. Les suggestions du Groupe de travail relatives à l'instance permanente figuraient dans son rapport (E/CN.4/Sub.2/1995/24).

145. A sa quarante-huitième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1996/35, a recommandé que le Centre pour les droits de l'homme, s'appuyant sur les résultats de l'examen par le Secrétaire général des mécanismes, procédures et programmes existant au sein de l'Organisation des Nations Unies qui ont trait aux populations autochtones et s'appuyant aussi sur les résultats de l'atelier sur la création éventuelle d'une instance permanente pour les populations autochtones, qui s'est tenu à Copenhague en juin 1995, organise au début de 1997, en application de la résolution 50/157

de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1995, un deuxième atelier sur la création d'une instance permanente pour les populations autochtones.

146. A sa cinquante-troisième session, la Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 1997/30, a pris acte de la recommandation formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 50/157 tendant à ce que la Commission des droits de l'homme, en se fondant sur les résultats de l'atelier de Copenhague (E/CN.4/Sub.2/AC.4/1995/7 et Add.1 à 3) et sur l'examen du Secrétaire général, envisage la convocation d'un deuxième atelier chargé d'examiner la possibilité de créer une instance permanente consacrée aux populations autochtones, et a remercié le Gouvernement chilien d'avoir offert d'accueillir cet atelier.

147. Conformément aux résolutions susmentionnées, le Haut Commissaire aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme a organisé un deuxième atelier sur la création d'une instance permanente pour les populations autochtones à Santiago du Chili, du 30 juin au 2 juillet 1997. Le rapport de l'atelier a été distribué à la quinzième session du Groupe de travail sur les populations autochtones.

Liberté de religion des peuples autochtones

148. A sa quarante-huitième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1996/36, a invité le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur l'intolérance religieuse à prendre en compte, lorsqu'il établit ses rapports et organise ses missions sur le terrain, les problèmes spécifiques des autochtones touchant à la destruction et à la profanation de leurs sites sacrés où se tiennent leurs cérémonies religieuses. Elle a invité également le Rapporteur spécial à prendre en compte le lien spirituel qui unit ces communautés autochtones à la terre ainsi que l'importance des terres traditionnelles dans la pratique de leur religion et à se pencher sur l'histoire des événements responsables de la violation du droit de ces communautés à la liberté de religion et à la pratique religieuse. Elle a enfin recommandé que le Rapporteur spécial examine en profondeur l'effet qu'ont des influences extérieures sur la capacité de ces communautés à pratiquer leur religion.

Protection du patrimoine des populations autochtones

149. A sa quarante-deuxième session, la Sous-Commission, par sa résolution 1990/25, avait chargé Mme Erica-Irene A. Daes d'établir un document de travail sur la question de la propriété et du contrôle des biens culturels des peuples autochtones.

150. A sa quarante-troisième session, la Sous-Commission était saisie du document de travail établi par Mme Daes (E/CN.4/Sub.2/1991/34). Dans sa résolution 1991/32, elle décidait de charger Mme Daes de préparer en outre une étude, qui lui serait présentée à sa quarante-cinquième session en 1993, sur les mesures qui devraient être prises par la communauté internationale pour renforcer le respect des biens culturels des peuples autochtones. Par les décisions 1992/114 de la Commission des droits de l'homme et 1992/256 du Conseil économique et social, Mme Daes a été nommée rapporteur spécial chargé d'établir une étude sur cette question.

151. A sa quarante-quatrième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1992/35, a prié le Rapporteur spécial, dans le cadre de son étude, d'analyser, entre autres, l'ensemble des lois et traditions des peuples autochtones concernant la définition, la propriété et le contrôle des biens culturels, et de donner un avis préliminaire sur la faisabilité de la mise au point par l'ONU d'un recueil des lois autochtones dans ce domaine. La Sous-Commission a recommandé que le Rapporteur spécial examine aussi les liens entre biens culturels et propriété intellectuelle autochtones et fasse des recommandations concernant la poursuite des recherches et des décisions touchant la propriété intellectuelle, et que le titre de l'étude soit changé en "Protection de la propriété intellectuelle et des biens culturels des peuples autochtones".

152. A sa quarante-cinquième session, la Sous-Commission était saisie du rapport établi par le Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1993/28). Dans sa résolution 1993/44, la Sous-Commission a fait siennes les conclusions et recommandations figurant dans ce rapport, et a prié le Rapporteur spécial d'élargir la portée de son étude en vue d'élaborer des projets de principes et de directives pour la protection du patrimoine des peuples autochtones, et de lui présenter un rapport.

153. Par sa décision 1994/274, du 25 juillet 1994, le Conseil économique et social, prenant note de la décision 1994/105 de la Commission des droits de l'homme, du 4 mars 1994, a autorisé le Rapporteur spécial à mettre à jour l'étude et à en élargir la portée en vue d'élaborer des projets de principes et de directives pour la protection du patrimoine des peuples autochtones, et il a approuvé le nouveau titre de l'étude : "Protection du patrimoine des peuples autochtones".

154. A sa quarante-sixième session, la Sous-Commission était saisie du rapport préliminaire (E/CN.4/Sub.2/1994/31) ainsi que du projet de principes et de directives élaboré par le Rapporteur spécial, figurant en annexe à ce rapport. Dans sa résolution 1994/48, la Sous-Commission a prié le Secrétaire général de soumettre les principes et directives, pour observations, aux organisations, nations et communautés des autochtones, gouvernements, institutions spécialisées et organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernés. La Sous-Commission a prié le Rapporteur spécial d'établir son rapport final en se fondant, entre autres choses, sur les observations et renseignements reçus et de le lui présenter lors de sa quarante-septième session.

155. A sa quarante-septième session, la Sous-Commission était saisie du rapport final établi par le Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1995/26). Dans sa résolution 1995/40, elle a pris note du nombre limité de réponses reçues des gouvernements, des communautés et organisations autochtones et d'autres parties concernées et demandé que ce rapport soit soumis à nouveau aux parties susmentionnées ainsi qu'aux institutions spécialisées. Elle a prié le Rapporteur spécial d'établir un rapport supplémentaire et de le lui présenter à sa quarante-huitième session. A cette session, la Sous-Commission était saisie du rapport supplémentaire établi par le Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1996/22).

156. Dans sa résolution 1996/37, la Sous-Commission a prié le Secrétaire général d'organiser au plus tôt une réunion technique des représentants de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, du Programme des Nations Unies pour l'environnement, du Programme des Nations Unies pour le développement, de l'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture et de l'Organisation mondiale du commerce avec le Rapporteur spécial afin d'examiner de quelle manière ils pourraient contribuer à ses travaux, et de communiquer le rapport de cette réunion à la Sous-Commission et à la Commission des droits de l'homme. La Sous-Commission a fait sienne la recommandation du Rapporteur spécial tendant à ce que mandat soit donné à un membre du Groupe de travail sur les populations autochtones d'échanger des informations avec tous les éléments du système des Nations Unies ayant des activités touchant le patrimoine des populations autochtones, afin de favoriser la coopération et la coordination entre le Groupe de travail et ces organismes et de promouvoir la plus large participation possible des populations autochtones à leurs efforts.

157. Le Haut Commissaire aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme a organisé la réunion technique des représentants des organismes des Nations Unies mentionnés dans la résolution 1996/37 de la Sous-Commission, les 6 et 7 mars 1997. Le rapport de la réunion technique est publié sous la cote E/CN.4/Sub.2/1997/15.

158. Par sa décision 1997/112, la Commission des droits de l'homme a décidé de recommander que soit confié à Mme Erica-Irene A. Daes le mandat permanent d'échanger des informations avec tous les éléments du système des Nations Unies ayant des activités touchant le patrimoine des populations autochtones, afin de favoriser la coopération et la coordination et de promouvoir la participation pleine et entière des populations autochtones à ces efforts.

Droits fonciers autochtones

159. A sa quarante-huitième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1996/38, a recommandé que la Commission des droits de l'homme autorise la Sous-Commission à nommer Mme Erica-Irene A. Daes rapporteur spécial chargé de procéder à une étude générale du problème de la reconnaissance et du respect des droits fonciers autochtones qui contiendrait, entre autres, a) un compte rendu détaillé et à jour de la situation pour ce qui est des efforts faits pour garantir les droits fonciers autochtones et des problèmes qui continuent de se poser dans ce domaine, et b) un répertoire des lois, politiques et procédures nationales en vigueur concernant les droits fonciers autochtones.

160. A sa cinquante-troisième session, par sa décision 1997/114, la Commission des droits de l'homme a approuvé la nomination de Mme Erica-Irene A. Daes comme rapporteur spécial chargé d'établir, dans la limite des ressources existantes, un document de travail sur les populations autochtones et leur relation à la terre, en vue de proposer des mesures concrètes pour régler les problèmes qui existent dans ce domaine. La Commission a prié le Rapporteur spécial : a) de présenter un document de travail préliminaire au Groupe de travail sur les populations autochtones, à sa quinzième session, et à la Sous-Commission, à sa quarante-neuvième session; b) de transmettre le

document de travail aux gouvernements et aux organisations autochtones pour qu'ils fassent part de leurs opinions dont le Rapporteur spécial devrait tenir compte, notamment lors de l'élaboration du document final; c) de présenter son document de travail final au Groupe de travail, à sa seizième session, et à la Sous-Commission, à sa cinquantième session.

161. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie du document de travail préliminaire établi par Mme Erica-Irene A. Daes (E/CN.4/Sub.2/1997/17).

Etude des traités, accords et autres arrangements constructifs entre les Etats et les populations autochtones

162. Dans sa résolution 1987/17, la Sous-Commission recommandait de nommer M. Miguel Alfonso Martínez rapporteur spécial chargé d'entreprendre une étude sur les traités conclus entre les populations autochtones et les Etats dans toutes les parties du monde et sur l'importance, à l'heure actuelle, de ces traités pour toutes les parties en cause. Dans la même résolution, elle priait M. Alfonso Martínez d'établir un document analysant le plan général de cette étude ainsi que les sources d'informations juridiques, bibliographiques et autres à partir desquelles elle serait faite, et de lui soumettre ce document pour examen à sa quarantième session.

163. Conformément à la recommandation faite par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1988/56, le Conseil économique et social avait autorisé, dans sa décision 1988/134, la nomination de M. Alfonso Martínez comme rapporteur spécial de la Sous-Commission ayant pour mandat d'élaborer le plan des buts, de la portée et des sources possibles d'une étude sur l'utilité potentielle des traités, accords et autres arrangements constructifs entre les populations autochtones et les gouvernements aux fins d'assurer la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales de ces populations. Le Rapporteur spécial avait été en outre prié d'accorder une attention particulière aux principes directeurs spécifiés dans la résolution du Conseil, et de soumettre le plan à la Sous-Commission pour examen par le Groupe de travail sur les populations autochtones à sa sixième session.

164. Dans sa résolution 1988/20, la Sous-Commission avait fait sien le plan de l'étude établi par le Rapporteur spécial. Sur la base de ses recommandations (résolution 1988/20) et de celles de la Commission (résolution 1989/4), le Conseil économique et social avait adopté la résolution 1989/77, dans laquelle il avait confirmé la nomination de M. Miguel Alfonso Martínez comme rapporteur spécial de la Sous-Commission chargé de mener l'étude, et prié ce dernier de présenter un rapport intérimaire à la Sous-Commission, lors de sa quarante et unième session.

165. A sa quarante-deuxième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1990/28, avait prié le Rapporteur spécial de présenter au Groupe de travail, à son intention, un rapport préliminaire sur son étude. Ce rapport (E/CN.4/Sub.2/1991/33) lui a été présenté à sa quarante-troisième session.

166. A sa quarante-quatrième session, la Sous-Commission était saisie du rapport intérimaire du Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1992/32). Par sa décision 1992/110, la Sous-Commission a prié le Rapporteur spécial de

présenter un deuxième rapport intérimaire sur l'étude au Groupe de travail à sa douzième session et à la Sous-Commission à sa quarante-sixième session. Cette décision a été entérinée par la Commission dans sa décision 1993/105.

167. A sa quarante-sixième session, la Sous-Commission, par sa décision 1994/116, a décidé de recommander au Rapporteur spécial de soumettre son deuxième rapport intérimaire au Groupe de travail sur les populations autochtones à sa treizième session et à la Sous-Commission à sa quarante-septième session.

168. A sa quarante-septième session, la Sous-Commission était saisie du deuxième rapport intérimaire du Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1995/27). Dans sa décision 1995/118, elle a exprimé sa satisfaction au Rapporteur spécial pour lui avoir soumis son deuxième rapport intérimaire et l'a prié de soumettre un troisième rapport intérimaire au Groupe de travail sur les populations autochtones à sa quatorzième session et à la Sous-Commission à sa quarante-huitième session. Elle a, en outre, prié le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial les services spécialisés de recherche ainsi que les ressources nécessaires pour entreprendre une mission permettant d'étudier sur place l'importance que revêt aujourd'hui, dans un pays, un traité historique.

169. A sa quarante-huitième session, la Sous-Commission était saisie du troisième rapport intérimaire établi par le Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1996/23). Dans sa décision 1996/118, la Sous-Commission a prié le Rapporteur spécial de présenter son rapport final à temps pour qu'il puisse être examiné par le Groupe de travail sur les populations autochtones à sa quinzième session et par la Sous-Commission à sa quarante-neuvième session. Le Secrétaire général a été prié de fournir au Rapporteur spécial toute l'assistance nécessaire pour lui permettre de mener à bien son étude, notamment une assistance spécialisée en matière de recherche et des consultations spéciales avec le Centre pour les droits de l'homme. Cette décision a été approuvée par la Commission des droits de l'homme dans sa décision 1997/113.

170. Conformément à la décision 1995/118 de la Sous-Commission, le Rapporteur spécial a entrepris une mission sur le terrain en Nouvelle-Zélande du 13 au 23 mai 1997.

171. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie du rapport final établi par le Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1997/16 et Add.1).

Questions diverses

172. Lorsqu'elle examinera ce point, la Sous-Commission jugera peut-être utile également de tenir compte des rapports du Groupe de travail créé en application de la résolution 1995/32 de la Commission des droits de l'homme sur ses première et deuxième sessions (E/CN.4/1996/84 et E/CN.4/1997/102). Le Groupe de travail a été créé à seule fin d'élaborer un projet de déclaration, à la lumière du projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones adopté par la Sous-Commission dans sa résolution 1994/45.

Point 8. Protection des minorités

173. A sa quarantième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1988/36, invitait Mme Claire Palley à établir un document de travail sur les moyens possibles que la Sous-Commission pourrait instituer afin de faciliter le règlement par des moyens pacifiques et constructifs de situations dans lesquelles sont impliquées des minorités raciales, nationales, religieuses et linguistiques.

174. A sa quarante et unième session, la Sous-Commission, ayant examiné le document de travail établi par Mme Palley (E/CN.4/Sub.2/1989/43), décidait, dans sa résolution 1989/44, de charger M. Asbjørn Eide d'établir un rapport sur l'expérience acquise à l'échelon national dans le domaine de la protection des minorités et d'examiner ces questions à sa quarante-deuxième session et à ses sessions ultérieures au titre d'un point distinct de son ordre du jour.

175. L'Assemblée générale a adopté la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques par sa résolution 47/135. Dans la même résolution, l'Assemblée a invité les organes et organismes compétents des Nations Unies, y compris les organes créés en vertu d'instruments internationaux ainsi que les représentants de la Commission et de la Sous-Commission à tenir dûment compte de la Déclaration dans l'exécution de leurs fonctions et a prié le Secrétaire général d'étudier des moyens permettant d'assurer une promotion effective de la Déclaration et de faire des propositions à ce sujet.

176. A sa quarante-cinquième session, ayant examiné le rapport final soumis par M. Eide (E/CN.4/Sub.2/1993/34 et Add.1 à 4), la Sous-Commission, par sa résolution 1993/43, a chargé M. Eide d'établir un document de travail contenant des propositions en vue d'un programme de lutte contre les mesures discriminatoires et de protection des minorités.

177. A sa quarante-sixième session, ayant examiné le document de travail soumis par M. Eide (E/CN.4/Sub.2/1994/36 et Corr.1) ainsi que le rapport final soumis en 1993, la Sous-Commission, dans sa résolution 1994/4, a prié le Secrétaire général d'inviter les gouvernements et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes à formuler leurs observations sur les recommandations figurant dans l'additif 4 au rapport final. La Sous-Commission a également recommandé à la Commission des droits de l'homme de prier le Conseil économique et social d'autoriser la constitution d'un groupe de travail intersessions de la Sous-Commission, qui serait chargé d'examiner, notamment, les solutions pacifiques et constructives à apporter aux situations impliquant des minorités. Elle a décidé que le groupe de travail serait composé comme suit : M. Bengoa (Amérique latine), M. Eide (Europe occidentale), M. Khalil (Afrique), M. Ali Khan (Asie) et M. Chernichenko (Europe de l'Est).

178. La Commission, dans sa résolution 1995/24, a décidé d'autoriser la Sous-Commission à créer, initialement pour une période de trois ans, un groupe de travail intersessions composé de cinq de ses membres qui se réunirait chaque année pendant cinq jours ouvrables afin de promouvoir les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, tels qu'ils étaient énoncés dans la Déclaration

sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, et en particulier afin :

a) d'examiner la promotion et le respect, dans la pratique, de la Déclaration;

b) d'examiner les solutions possibles aux problèmes intéressant les minorités, y compris la promotion de la compréhension mutuelle entre les minorités et les gouvernements;

c) de recommander l'adoption, le cas échéant, de nouvelles mesures propres à assurer la promotion et la protection des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques.

179. A sa quarante-huitième session, la Sous-Commission était saisie des rapports du Groupe de travail sur les minorités sur ses première (E/CN.4/Sub.2/1996/2) et deuxième (E/CN.4/Sub.2/1996/28) sessions. Dans sa résolution 1996/17, la Sous-Commission a fait siennes les recommandations formulées dans les rapports des deux sessions du Groupe de travail. Elle a prié instamment le Groupe de travail sur les minorités de continuer à servir de cadre principal pour l'examen et éventuellement la solution des problèmes entre les minorités et les gouvernements ainsi qu'entre les minorités elles-mêmes, en faisant appel aux compétences, entre autres, d'experts, y compris de ceux qui sont présents à ses sessions. Elle a invité le Groupe de travail à élaborer et soumettre à la Sous-Commission et, par son intermédiaire, à la Commission des droits de l'homme, des critères concernant le contenu et la portée des droits inscrits dans la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, y compris des recommandations concrètes pour leur mise en oeuvre. Le Groupe de travail a été également invité à intensifier sa coopération avec le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme en vue de consolider les activités préventives de ce dernier et de lui permettre de réagir plus rapidement face aux situations de minorités qui appellent une action urgente. La Sous-Commission a recommandé que la Commission des droits de l'homme invite le Conseil économique et social à autoriser à proroger de deux ans le mandat du Groupe de travail afin qu'il puisse tenir une session tous les ans jusqu'en 1999.

180. A sa cinquante-troisième session, la Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 1997/16, s'est félicitée du rôle joué par le Groupe de travail sur les minorités en tant qu'instance importante pour la promotion des droits des personnes appartenant à des minorités. Elle a invité le Groupe de travail à lui soumettre à sa cinquante-quatrième session, par l'entremise de la Sous-Commission, un rapport complet sur ses travaux, afin qu'elle envisage notamment la prorogation de son mandat.

181. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie du rapport du Groupe de travail sur sa troisième session (E/CN.4/Sub.2/1997/18), qui s'est tenue du 26 au 30 mai 1997.

182. En ce qui concerne les questions relevant de ce point de l'ordre du jour, l'attention de la Sous-Commission est également appelée sur la

résolution 51/91 de l'Assemblée générale, intitulée "Promotion effective de la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques".

Point 9. L'administration de la justice et les droits de l'homme des détenus

Groupe de travail de session sur l'administration de la justice et la question de l'indemnisation

183. A sa trente-quatrième session (1981) et aux sessions suivantes, la Sous-Commission a constitué un groupe de travail de session chargé de la question des droits de l'homme des personnes détenues.

184. A sa quarante-sixième session, la Sous-Commission, par sa décision 1994/104, a décidé d'établir un groupe de travail de session sur l'administration de la justice et la question de l'indemnisation à la place d'un groupe de travail de session sur la détention.

185. A sa quarante-septième session, la Sous-Commission a adopté la décision 1995/117, dans laquelle elle a décidé de prier son groupe de travail de session sur l'administration de la justice et la question de l'indemnisation de poursuivre en priorité, à la quarante-huitième session, l'examen du projet de principes et de directives fondamentaux figurant dans l'étude du Rapporteur spécial, M. Theo van Boven, intitulée "Le droit à restitution, à indemnisation et à réadaptation des personnes victimes de violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales" (E/CN.4/Sub.2/1993/8), en vue de réaliser des progrès sensibles dans ce domaine. M. van Boven a été prié de lui soumettre sans que cela ait des incidences financières, en temps voulu, pour qu'elle puisse l'examiner à sa quarante-huitième session, un projet révisé d'ensemble de principes et de directives fondamentaux sur les recours existants, à la lumière des instruments internationaux pertinents, compte tenu des nouvelles observations reçues des Etats, des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales, ainsi que les sections appropriées du rapport du Groupe de travail sur l'administration de la justice et la question de l'indemnisation.

186. A sa quarante-huitième session, la Sous-Commission était saisie de l'ensemble révisé de principes et directives fondamentaux concernant le droit à réparation des victimes de violations flagrantes des droits de l'homme et du droit humanitaire établi par M. van Boven (E/CN.4/Sub.2/1996/17). Dans sa résolution 1996/28, la Sous-Commission a décidé de transmettre pour examen à la Commission des droits de l'homme le projet de texte révisé des principes et directives fondamentaux concernant le droit à réparation des victimes de violations flagrantes des droits de l'homme et du droit humanitaire ainsi que les commentaires du Groupe de travail de session sur l'administration de la justice et la question de l'indemnisation (E/CN.4/Sub.2/1996/16, par. 10 à 32) et ceux faits par la Sous-Commission lors de sa quarante-huitième session. La Sous-Commission a prié l'ancien rapporteur spécial, M. Theo van Boven, de préparer, sans que cela ait des incidences financières, une note prenant en compte les commentaires et les observations susmentionnés du Groupe de travail

et de la Sous-Commission, en vue de faciliter l'examen par la Commission des droits de l'homme, du projet de texte révisé des principes et directives fondamentaux.

187. A propos de cette question, l'attention de la Sous-Commission est également appelée sur la résolution 1997/29 de la Commission.

Le droit à un procès équitable

188. A sa quarante et unième session, la Sous-Commission a adopté la résolution 1989/27, par laquelle elle décidait de nommer rapporteurs MM. Stanislav Chernichenko et William Treat en les chargeant d'établir un rapport sur les normes et les critères internationaux existants en ce qui concerne le droit à un procès équitable.

189. Les rapporteurs spéciaux ont présenté leurs rapports préparatoire, préliminaires et intérimaires (E/CN.4/Sub.2/1990/34, E/CN.4/Sub.2/1991/29, E/CN.4/Sub.2/1992/24 et Add.1 à 3 et E/CN.4/Sub.2/1993/24 et Add.1 et 2) à la Sous-Commission à ses quarante-deuxième, quarante-troisième, quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions.

190. La Sous-Commission, à sa quarante-sixième session, était saisie du rapport final des rapporteurs spéciaux (E/CN.4/Sub.2/1994/24) qui contenait des recommandations en vue de renforcer la réalisation du droit à un procès équitable, ainsi qu'un projet de troisième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et d'un projet d'ensemble de principes relatifs au droit à un procès équitable et à un recours.

191. A sa cinquante et unième session, la Commission des droits de l'homme, par sa décision 1995/110, prenant note de la résolution 1994/35 de la Sous-Commission, a fait sienne la proposition de la Sous-Commission tendant à ce que l'étude complète des rapporteurs spéciaux soit publiée et fasse l'objet de la plus large diffusion possible. La Commission a également décidé d'envisager, à sa cinquante-deuxième session, de créer un groupe de travail à composition non limitée chargé de rédiger le texte d'un troisième protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à garantir, en toutes circonstances, le droit à un procès équitable et à un recours.

192. La Commission n'a pris aucune décision sur cette question à sa cinquante-deuxième session.

193. A sa quarante-huitième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1996/29, a prié M. Stanislav Chernichenko de rassembler, en coopération avec M. David Weissbrodt, les chapitres de l'étude sur le droit à un procès équitable et à un recours et de mettre celle-ci à jour afin qu'elle puisse être publiée en un seul volume dans la série d'études des Nations Unies sur les droits de l'homme, dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies.

194. A sa cinquante-troisième session, la Commission des droits de l'homme a, par sa décision 1997/109, décidé de faire siennes les demandes de la

Sous-Commission tendant à ce que M. Stanislav Chernichenko et M. David Weissbrodt rassemblent et mettent à jour les chapitres de l'étude sur le droit à un procès équitable et à un recours, établie à l'origine par M. Chernichenko et M. William Treat, et que l'étude complète intitulée "Le droit à un procès équitable : reconnaissance actuelle et mesures nécessaires pour renforcer cette reconnaissance" soit publiée dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies.

Question de l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme

195. Par sa décision 1991/110, la Sous-Commission, tenant compte de l'intérêt manifesté lors de sa quarante-troisième session pour le document de travail relatif aux mesures à prendre pour lutter contre la pratique de plus en plus répandue de l'impunité des auteurs de violations graves des droits de l'homme (E/CN.4/Sub.2/1991/WP.5), a décidé de demander à M. El Hadji Guissé et M. Louis Joinet d'élaborer un document de travail approfondissant et développant ce document, afin qu'il puisse être examiné par la Sous-Commission à sa quarante-quatrième session.

196. A sa quarante-quatrième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1992/23, a pris note avec satisfaction du document de travail établi par MM. Guissé et Joinet (E/CN.4/Sub.2/1992/18) et décidé de les charger de rédiger une étude sur l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme afin, notamment, de circonscrire l'ampleur du phénomène de l'impunité et de proposer des mesures pour lutter contre cette pratique. La Commission a approuvé cette décision dans sa résolution 1993/43.

197. A sa quarante-cinquième session, la Sous-Commission a adopté la résolution 1993/37, dans laquelle elle a accueilli avec satisfaction le rapport intérimaire (E/CN.4/Sub.2/1993/6) sur la question de l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme (droits civils et politiques).

198. A sa quarante-sixième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1994/34, a accueilli avec satisfaction le rapport préliminaire (E/CN.4/Sub.2/1994/11) sur la lutte contre l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme (droits économiques, sociaux et culturels) et décidé, afin de faciliter le traitement de la question, de confier à M. Joinet le premier aspect, qui concerne les droits civils et politiques, et à M. Guissé le deuxième aspect, qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels.

199. A sa quarante-septième session, la Sous-Commission était saisie des rapports de deux Rapporteurs spéciaux (E/CN.4/Sub.2/1995/18 et E/CN.4/Sub.2/1995/19) (voir aussi par. 63 et 64 ci-dessus).

200. Dans sa résolution 1995/35, la Sous-Commission a accueilli avec satisfaction le rapport intérimaire sur la question de l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme (civils et politiques), établi par M. Louis Joinet (E/CN.4/Sub.2/1995/18) et a demandé au Rapporteur spécial de lui présenter à sa quarante-huitième session son rapport final. Elle a décidé d'examiner la question de l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme (droits civils et politiques) à sa quarante-huitième session au titre

du point de l'ordre du jour intitulé "L'administration de la justice et les droits de l'homme des détenus".

201. A sa quarante-huitième session, la Sous-Commission était saisie du rapport final établi par le Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1996/18). Dans sa décision 1996/119, la Sous-Commission, ayant examiné ce rapport, a décidé de prier le Rapporteur spécial de lui soumettre, à sa quarante-neuvième session, en tenant compte des commentaires et des observations recueillis, une version révisée de l'ensemble de principes pour la protection et la promotion des droits de l'homme par la lutte contre l'impunité figurant à l'annexe II du rapport final.

202. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie du rapport établi par le Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1997/20).

a) Question des droits de l'homme et des états d'exception

203. Dans sa résolution 10 (XXX) du 31 août 1977, la Sous-Commission se déclarait préoccupée par l'application qui était faite dans certains pays des dispositions concernant les situations dites d'état de siège ou d'exception. Convaincue qu'il existait un lien entre l'application de ces dispositions et la situation des droits de l'homme dans ces pays, elle estimait qu'une étude d'ensemble des conséquences pour les droits de l'homme des développements récents intervenus dans le domaine considéré serait utile à la réalisation des objectifs des Nations Unies en matière de droits de l'homme. Cette étude d'ensemble a été réalisée par Mme Nicole Questiaux qui a présenté son rapport final (E/CN.4/Sub.2/1982/15) à la Sous-Commission à sa trente-cinquième session.

204. La Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 1983/18, avait prié la Sous-Commission de proposer, pour qu'elle les examine à sa quarantième session, des mesures propres à assurer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales partout où, dans le monde, existaient des situations d'état de siège ou d'exception.

205. A la demande de la Sous-Commission (résolutions 1983/30 et 1984/27), le Conseil économique et social, par sa résolution 1985/37, avait autorisé la Sous-Commission à désigner un rapporteur spécial pour accomplir la tâche décrite dans la résolution 1983/18 de la Commission et sa propre résolution 1983/30, qui consistait à : a) dresser et tenir à jour chaque année une liste des pays qui proclament ou abrogent l'état d'exception; b) présenter à la Commission un rapport annuel spécial contenant des renseignements dignes de foi sur le respect des règles nationales et internationales garantissant la légalité de la mise en oeuvre de l'état d'exception.

206. Le Rapporteur spécial, M. Leandro Despouy, a présenté à la Sous-Commission et à la Commission des droits de l'homme un document explicatif (E/CN.4/Sub.2/1985/19) et ses premier, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième et neuvième rapports et les listes des Etats qui, depuis le 1er janvier 1985, ont proclamé, prorogé ou abrogé un état d'exception, y compris les versions révisées et mises à jour de ces rapports (E/CN.4/Sub.2/1987/19/Rev.1 et Add.1 et 2; E/CN.4/Sub.2/1988/18/Rev.1; E/CN.4/Sub.2/1989/30/Rev.2;

E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1; E/CN.4/Sub.2/1992/23/Rev.1;
E/CN.4/Sub.2/1993/23/Rev.1; E/CN.4/Sub.2/1994/23 et Corr.1 et Add.1;
E/CN.4/Sub.2/1995/20 et Corr.1 et Add.1; E/CN.4/Sub.2/1996/19 et Corr.1
et Add.1).

207. Conformément à la demande exprimée dans la décision 1991/262 du Conseil économique et social, le Rapporteur spécial a présenté à la Sous-Commission et à la Commission des droits de l'homme un projet de principes à suivre pour la rédaction des textes législatifs relatifs aux états d'exception qui figurait à l'annexe I de son quatrième rapport annuel (E/CN.4/Sub.2/1991/28/Rev.1).

208. A sa quarante-huitième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1996/30, a prié le Rapporteur spécial d'actualiser la liste des Etats qui ont proclamé, prorogé ou abrogé un état d'exception, en vue de son examen par la Sous-Commission à sa quarante-neuvième session, et lui a demandé de présenter des conclusions finales sur la protection des droits de l'homme pendant les états d'exception, ainsi que des recommandations précises sur la manière dont cette question devrait être envisagée dans le futur.

209. La Commission, dans sa décision 1997/110, a recommandé au Conseil économique et social d'approuver les demandes adressées par la Sous-Commission au Rapporteur spécial concernant son mandat.

210. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie du dixième rapport annuel et de la liste établis par le Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1997/19 et Add.1).

b) Application des normes internationales relatives aux droits de l'homme des mineurs détenus

211. Dans sa résolution 1989/31, la Sous-Commission a prié le Secrétaire général de mettre à jour le rapport sur la détention de jeunes de moins de 18 ans avec des prisonniers adultes (E/CN.4/Sub.2/1987/30) et de lui en soumettre la version révisée à sa quarante-deuxième session. Elle a décidé, par ailleurs, de charger Mme María Concepción Bautista d'établir un rapport, sans que cela ait d'incidences financières, sur l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme des jeunes détenus, en ce qui concerne en particulier la séparation des jeunes détenus des délinquants adultes dans les établissements pénitentiaires, la détention provisoire, le recours le moins fréquent possible au placement en institutions et les objectifs du traitement institutionnel. A sa quarante-deuxième session, par sa résolution 1990/21, elle a prorogé jusqu'à sa quarante-troisième session le mandat du Rapporteur spécial, Mme Bautista. Celle-ci lui a présenté son rapport (E/CN.4/Sub.2/1991/24) à cette dernière session.

212. A sa quarante-troisième session, la Sous-Commission, par sa résolution 1991/16, a prié le Rapporteur spécial de lui présenter à sa quarante-quatrième session un rapport mis à jour comportant de plus amples renseignements sur les efforts positifs d'application des normes internationales, les observations relatives qui n'étaient pas compatibles avec les normes internationales pertinentes et les recommandations concernant

les mesures qui devraient être prises par les Etats et par la communauté internationale pour accroître la reconnaissance et la protection effectives des droits des jeunes détenus.

213. A sa quarante-quatrième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1992/25, a félicité le Rapporteur spécial, Mme María Concepción Bautista, pour la teneur de son rapport final (E/CN.4/Sub.2/1992/20), et a accueilli avec satisfaction la proposition du Secrétaire général, présentée dans sa note (E/CN.4/Sub.2/1992/20/Add.1), d'organiser une réunion d'experts sur l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme des mineurs détenus.

214. La réunion du Groupe d'experts sur les enfants et adolescents en détention a été organisée par le Centre pour les droits de l'homme, avec la collaboration du Service de la prévention du crime et de la justice pénale et du Gouvernement autrichien, à Vienne, du 30 octobre au 4 novembre 1994.

215. A sa quarante-septième session, la Sous-Commission était saisie du rapport du Secrétaire général sur la réunion d'experts sur les enfants et adolescents en détention : application des normes relatives aux droits de l'homme (E/CN.4/1995/100).

216. La Sous-Commission n'a pris aucune décision sur cette question à ses quarante-septième et quarante-huitième sessions.

217. La Sous-Commission jugera peut-être utile de prendre note de la résolution 1996/32 et de la décision 1997/106 de la Commission sur la question des enfants et des jeunes en détention.

Questions diverses

218. A propos des questions relevant de ce point de l'ordre du jour, la Sous-Commission jugera peut-être utile également de prendre note, outre les résolutions mentionnées dans les paragraphes précédents, des résolutions suivantes que la Commission a adoptées à sa cinquante-troisième session :

1997/12	Question de la peine de mort
1997/23	Indépendance et impartialité du pouvoir judiciaire, des jurés et des assesseurs et indépendance des avocats
1997/24	Question d'un projet de protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
1997/25	Personnel des Nations Unies
1997/26	Question des disparitions forcées ou involontaires
1997/27	Droit à la liberté d'opinion et d'expression

1997/28 Prise d'otages

1997/50 Question de la détention arbitraire

Point 10. Liberté de circulation

219. A sa quarante-quatrième session, la Sous-Commission par sa décision 1992/112, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-cinquième session un point provisoirement intitulé "Liberté de circulation".

a) Déplacements de populations

220. A sa quarante-sixième session, la Sous-Commission, par sa résolution 1994/24, a décidé d'inscrire au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Liberté de circulation", un alinéa relatif aux questions de déplacement intitulé "Déplacements de populations".

221. A sa quarante-septième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1995/13 intitulée "Le droit à la liberté de circulation", la Sous-Commission a prié le Groupe de travail intersessions sur les minorités, organe de la Sous-Commission, d'examiner, entre autres questions, dans le cadre de son mandat concernant l'examen des solutions possibles aux problèmes intéressant les minorités, les questions relatives aux déplacements forcés de populations, y compris la menace de déplacement, et au retour des personnes déplacées. Elle a décidé de poursuivre l'examen de la question des déplacements de populations au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Liberté de circulation".

Droits de l'homme et transferts de population

222. Dans sa résolution 1990/17, la Sous-Commission a décidé d'examiner à ses futures sessions, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Réalisation des droits économiques, sociaux et culturels", la question des transferts de population, y compris la politique et la pratique de l'implantation de colons et de colonies, considérés sous l'angle des droits de l'homme.

223. A sa quarante-troisième session, dans sa résolution 1991/28, elle a reconnu que le transfert de population portait atteinte aux droits et libertés fondamentaux des populations concernées, y compris des habitants originels, des personnes déplacées et des colons, et a décidé d'inclure à l'ordre du jour de son futur programme de travail la question des transferts de population, y compris l'implantation de colons et de colonies, considérés sous l'angle des droits de l'homme, en vue d'examiner les mesures qu'il convenait de prendre dans ce domaine, compte tenu du document de travail présenté par Mme Christy Ezim Mbonu (E/CN.4/Sub.2/1991/47) et de toute autre documentation pertinente.

224. A sa quarante-quatrième session, par sa résolution 1992/28, la Sous-Commission a chargé MM. Awn Shawkat Al-Khasawneh et Ribot Hatano, en qualité de rapporteurs spéciaux, d'établir une étude préliminaire sur les transferts de population, y compris l'implantation de colons et de colonies, considérés sous l'angle des droits de l'homme.

225. A sa quarante-cinquième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1993/34, a fait siennes les conclusions et recommandations contenues dans le rapport préliminaire (E/CN.4/Sub.2/1993/17 et Corr.1). Elle a regretté que M. Hatano ne puisse participer plus longtemps aux travaux sur ce sujet en tant qu'un des rapporteurs spéciaux, et a prié M. Al-Khasawneh, en tant que Rapporteur spécial, de poursuivre l'étude et de lui présenter un rapport intérimaire sur la question à sa quarante-sixième session.

226. A sa quarante-sixième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1994/42, a décidé d'examiner le rapport final du Rapporteur spécial à sa quarante-septième session au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Liberté de circulation".

227. A sa quarante-septième session, par sa décision 1995/111, la Sous-Commission ayant présent à l'esprit le fait que le Rapporteur spécial sur la question des transferts de population, y compris l'implantation de colons et de colonies, considérés sous l'angle des droits de l'homme, M. Awn Al-Khasawneh, n'était pas en mesure de lui présenter son rapport final à sa quarante-septième session, a décidé de prier le Rapporteur spécial de lui présenter ledit rapport à sa quarante-huitième session.

228. A sa quarante-huitième session, la Sous-Commission était saisie d'une note du Secrétaire général sur le rapport final du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et les transferts de population (E/CN.4/Sub.2/1996/29). Le Rapporteur spécial, M. Al-Khasawneh, n'étant pas en mesure de lui soumettre son rapport final à sa quarante-huitième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1996/9, a demandé instamment au Rapporteur spécial de présenter son rapport final à la Sous-Commission à sa quarante-neuvième session. Dans la même résolution, la Sous-Commission a demandé à nouveau au Secrétaire général d'organiser un séminaire d'experts sur les transferts de population, en étroite collaboration avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes, en temps voulu pour que le Rapporteur spécial puisse utiliser ses conclusions pour établir son rapport final.

229. Le séminaire d'experts sur les transferts de population s'est tenu à Genève du 17 au 21 février 1997.

230. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie du rapport final établi par le Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1997/23).

b) Le droit de quitter un pays et de demander l'asile et le droit de retour

231. A sa quarantième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1988/39, ayant pris acte du rapport (E/CN.4/Sub.2/1988/35 et Add.1) sur le droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays, établi par M. C.L.C. Mubanga-Chipoya, et du projet de déclaration sur cette question contenu dans l'annexe I de ce rapport, avait décidé d'examiner cette question à sa quarante et unième session, au titre d'un point distinct de son ordre du jour.

232. A sa quarante-troisième session, la Sous-Commission était saisie de la version révisée du projet de déclaration (E/CN.4/Sub.2/1991/44) et du rapport du Groupe de travail de session (E/CN.4/Sub.2/1991/45). Par sa décision 1991/114, elle a décidé de transmettre le rapport du Groupe de travail de session de 1991 à la Commission, en invitant celle-ci à fournir des observations et des directives relatives aux questions mentionnées dans ce rapport.

233. La Commission des droits de l'homme n'a pas pris de décision en la matière à sa quarante-huitième session ni à ses sessions ultérieures.

234. Dans sa résolution 1995/13, la Sous-Commission a décidé de garder constamment à l'examen la question du respect du droit à la liberté de circulation, y compris le droit de demander asile, le droit de demeurer dans un pays et le droit de retour. Dans sa résolution 1996/9, elle a décidé de continuer à étudier la question du droit à la liberté de circulation, y compris le droit de demeurer dans un pays, le droit de quitter un pays et de demander asile et le droit de retour.

235. Par sa décision 1996/102, la Sous-Commission a décidé d'ajouter au point de son ordre du jour intitulé "Liberté de circulation", un nouvel alinéa intitulé "Le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays".

236. Par sa décision 1996/109, la Sous-Commission, consciente des liens qui existent entre la protection des minorités, la lutte contre les mesures discriminatoires, les mouvements et les déplacements de population, la liberté de circulation, le droit de quitter son propre pays et d'y retourner ainsi que le droit de demander et d'obtenir l'asile, a décidé de confier à M. Volodymyr Boutkevitch la tâche d'établir, sans que cela ait des incidences financières, un document de travail sur le droit à la liberté de circulation et les questions connexes, qui devrait lui être présenté à sa quarante-neuvième session.

237. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie du document de travail établi par M. Boutkevitch (E/CN.4/Sub.2/1997/22).

238. A propos de ce point de l'ordre du jour, l'attention de la Sous-Commission est également appelée sur la résolution 51/89 de l'Assemblée générale intitulée "Respect de la liberté universelle de circulation et importance capitale du regroupement familial" et la résolution 1997/39 de la Commission des droits de l'homme intitulée "Personnes déplacées dans leur propre pays".

Point 11. Examen des faits nouveaux intervenus dans des domaines dont la Sous-Commission s'est déjà occupée ou pourrait s'occuper

239. Conformément à la résolution 5 (XIV), la Sous-Commission étudie régulièrement cette question depuis 1962. A sa quarante-neuvième session, elle sera saisie d'une note du Secrétaire général contenant un examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines dont la Sous-Commission s'est déjà occupée (E/CN.4/Sub.2/1997/24).

240. Au titre de ce point, la Sous-Commission a examiné les activités récentes de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) se rapportant à des questions intéressant ses travaux. Les rapports de l'OIT et de l'UNESCO sur leurs activités relatives à ces questions seront distribués sous les cotes E/CN.4/Sub.2/1997/25 et E/CN.4/Sub.2/1997/26, respectivement.

Discrimination contre les personnes infectées par le VIH ou atteintes du SIDA

241. A sa quarante et unième session, la Sous-Commission a confié à M. Varela Quirós l'étude des problèmes et des causes de la discrimination s'exerçant à l'encontre des personnes infectées par le VIH ou atteintes du SIDA. Elle a recommandé au Rapporteur spécial de tenir compte de la résolution 1989/11 de la Commission ainsi que des questions abordées et des directives énoncées dans le rapport de la Consultation internationale sur le VIH/SIDA et les droits de l'homme, qui avait eu lieu à Genève du 26 au 28 juillet 1989 (HR/PUB/90/2).

242. Le Rapporteur spécial a présenté à la Sous-Commission ses rapports préliminaire, intérimaires et final, publiés sous les cotes E/CN.4/Sub.2/1990/9, E/CN.4/Sub.2/1991/10, E/CN.4/Sub.2/1992/10 et E/CN.4/Sub.2/1993/9.

243. A sa quarante-sixième session, la Sous-Commission était saisie du rapport du Secrétaire général sur les faits nouveaux survenus dans le système des Nations Unies en ce qui concerne le VIH et le SIDA, en particulier les progrès réalisés dans la mise en place d'un programme commun sur le VIH et le SIDA (E/CN.4/Sub.2/1994/8).

244. A sa quarante-huitième session, la Sous-Commission a adopté la résolution 1996/33 dans laquelle elle a, notamment, décidé de garder constamment à l'examen la question des violations des droits de l'homme et de la discrimination liées au VIH et au SIDA et d'examiner cette question au titre de tous les points pertinents de son ordre du jour ainsi que dans le cadre des travaux de ses groupes de travail et rapporteurs spéciaux compétents.

245. La Commission des droits de l'homme, à sa cinquante-troisième session, était saisie d'un rapport du Secrétaire général sur la deuxième Consultation internationale sur le VIH/SIDA et les droits de l'homme (E/CN.4/1997/37), qui contient les résultats de la Consultation, notamment les Directives recommandées aux Etats par les experts participants concernant la protection et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le contexte du VIH/SIDA, ainsi que les stratégies de diffusion et de mise en oeuvre de ces Directives. La Commission, dans sa résolution 1997/33, a notamment invité tous les Etats à prendre en considération les Directives recommandées par les experts qui ont participé à la deuxième Consultation internationale sur le VIH/SIDA et les droits de l'homme, telles qu'elles figurent dans le document E/CN.4/1997/37 et, sous une forme résumée, à l'annexe de la résolution.

Les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique

246. La Sous-Commission, à sa quarante-quatrième session, a adopté la décision 1992/104, par laquelle elle a décidé d'examiner au titre de ce point la possibilité d'élaborer de nouvelles normes en matière de droits de l'homme concernant les progrès scientifiques qui peuvent affecter l'état mental ou la structure génétique des êtres humains.

247. A sa quarante-huitième session, par sa décision 1996/110, la Sous-Commission, reconnaissant que chacun a le droit de jouir des fruits du progrès scientifique et de ses applications, et notant que certaines avancées, notamment dans les sciences biomédicales et les sciences de la vie, ainsi que dans les techniques de l'information, peuvent avoir des conséquences néfastes pour l'intégrité, la dignité de l'individu et l'exercice de ses droits, a décidé de charger M. Osman El-Hajjé d'établir, sans que cela ait des incidences financières, un document de travail sur les conséquences néfastes que peuvent avoir les progrès scientifiques et leurs applications pour l'intégrité, la dignité de l'individu et l'exercice de ses droits.

248. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie du document de travail établi par M. El-Hajjé (E/CN.4/Sub.2/1997/34).

249. La Commission des droits de l'homme, à sa cinquante-troisième session, dans sa résolution 1997/71 intitulée "Droits de l'homme et bioéthique", a prié la Sous-Commission, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique", de porter son attention sur les moyens de permettre un développement des sciences de la vie pleinement respectueux des droits de l'homme et bénéfique à l'humanité tout entière, et de faire des recommandations à cet effet. L'attention de la Sous-Commission est également appelée sur la décision 1997/122 de la Commission des droits de l'homme intitulée "Droits de l'homme et suivi des principes directeurs pour la réglementation des fichiers personnels informatisés".

Reconnaissance en tant que crime international des violations flagrantes et massives des droits de l'homme

250. A sa quarante-cinquième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1993/30, a adressé ses remerciements à M. Stanislav Chernichenko pour son document de travail relatif à la définition reconnaissant comme un crime international les violations flagrantes et massives des droits de l'homme (E/CN.4/Sub.2/1993/10 et Corr.1), et a décidé de recommander à la Commission des droits de l'homme de nommer M. Stanislav Chernichenko, rapporteur spécial chargé de préparer un rapport intitulé "Reconnaissance en tant que crime international des violations flagrantes et massives des droits de l'homme commises sur ordre d'un gouvernement ou avec sa sanction".

251. A sa cinquantième session, la Commission des droits de l'homme, par sa décision 1994/103, a décidé de prier la Sous-Commission de reconsidérer ses décisions tendant à recommander de nouvelles études et efforts connexes, y compris le rapport susmentionné. La Commission a en outre décidé qu'il était inutile ou prématuré de prendre une décision sur ces études et efforts et a prié la Sous-Commission de lui présenter ses recommandations à sa cinquante et unième session.

252. A sa quarante-sixième session, la Sous-Commission, par sa résolution 1994/28, ayant tenu compte de la décision 1994/103 de la Commission des droits de l'homme et ayant cependant considéré que l'établissement de ce rapport était très important et opportun, a décidé de recommander à la Commission de nommer M. Chernichenko rapporteur spécial.

253. A sa cinquante et unième session, la Commission des droits de l'homme, par sa décision 1995/111, a demandé à la Sous-Commission, compte tenu des travaux accomplis dans ce domaine par d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies, de réexaminer sa recommandation tendant à nommer un rapporteur spécial chargé d'établir un rapport sur la reconnaissance en tant que crime international des violations flagrantes et massives des droits de l'homme commises sur ordre d'un gouvernement ou avec sa sanction.

254. A sa quarante-septième session, par sa résolution 1995/22, la Sous-Commission, ayant tenu compte de la décision 1995/111 de la Commission des droits de l'homme, a recommandé à nouveau que la Commission nomme M. Chernichenko rapporteur spécial.

255. A sa cinquante-deuxième session, par sa décision 1996/105, la Commission des droits de l'homme, ayant pris note de la résolution 1995/22 de la Sous-Commission et ayant à l'esprit les travaux d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies sur cette question, notamment ceux de la Commission du droit international, et consciente de la nécessité d'éviter les doubles emplois inutiles, a décidé de différer la décision sur la transmission au Conseil économique et social du projet de décision de la Sous-Commission autorisant l'établissement d'un rapport sur la reconnaissance en tant que crime international des violations flagrantes et massives des droits de l'homme, afin d'être en mesure de tenir compte des travaux réalisés par d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine, y compris ceux de la Commission du droit international.

256. A sa quarante-huitième session, par sa décision 1996/116, la Sous-Commission, estimant qu'un document de travail détaillé sur la question permettrait de mieux la comprendre sans gêner les travaux des autres organes de l'Organisation des Nations Unies, a décidé, sans procéder à un vote, de charger M. Stanislav Chernichenko d'établir, sans incidences financières, un document de travail détaillé intitulé "Reconnaissance en tant que crime international des violations flagrantes et massives des droits de l'homme commises sur ordre d'un gouvernement ou avec sa sanction", et de le soumettre à temps pour que la Sous-Commission puisse l'examiner à sa quarante-neuvième session.

257. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie du document de travail détaillé établi par M. Chernichenko (E/CN.4/Sub.2/1997/29).

Société démocratique

258. La Commission des droits de l'homme, à sa cinquante et unième session, a adopté la résolution 1995/60, dans laquelle elle a, notamment, recommandé à la Sous-Commission d'examiner à sa session suivante les moyens de surmonter les obstacles à la consolidation des sociétés démocratiques, compte tenu de la relation entre la démocratie, le développement et les droits de l'homme.

259. A sa quarante-septième session, par sa décision 1995/116, la Sous-Commission a décidé de prier M. Osman El-Hajjé d'établir, sans que cela ait des incidences financières, un document de travail sur la démocratie et l'établissement d'une société démocratique, qui devrait lui être présenté à sa quarante-huitième session.

260. A sa quarante-huitième session, la Sous-Commission était saisie d'un document de travail établi par M. El-Hajjé (E/CN.4/Sub.2/1996/7). Par sa décision 1996/117, la Sous-Commission a décidé de prier M. Osman El-Hajjé d'élaborer, sans incidences financières, un document de travail approfondi sur les moyens de promouvoir la démocratie, d'assurer la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels par l'exercice de la démocratie et de surmonter les obstacles à la démocratie et de lui soumettre ce document de travail détaillé à sa quarante-neuvième session.

261. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie du document de travail détaillé établi par M. El-Hajjé (E/CN.4/Sub.2/1997/30).

a) Examen des faits nouveaux en rapport avec des recommandations formulées dans des études antérieures :

i) Promotion, protection et rétablissement des droits de l'homme aux niveaux national, régional et international

262. Afin de rationaliser ses travaux, la Sous-Commission a décidé, à sa trente-sixième session, de regrouper et d'examiner conjointement diverses questions étroitement liées entre elles qui constituaient auparavant des points distincts de son ordre du jour. C'est depuis cette session que l'actuel point subsidiaire a) i) est inscrit à l'ordre du jour.

263. Lorsqu'elle examinera cette question, la Sous-Commission jugera peut-être utile également de tenir compte des résolutions suivantes adoptées par la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-troisième session :

1997/34	Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme
1997/35	Préparatifs du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme
1997/40	Institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme
1997/41	Développement des activités d'information dans le domaine des droits de l'homme, y compris la Campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme
1997/45	Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique

- 1997/46 Services consultatifs, coopération technique et Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme
- 1997/48 Assistance aux Etats pour le renforcement de l'état de droit
- 1997/69 Application et suivi méthodiques de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne.
- a) ii) Elimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction

264. Après l'adoption par l'Assemblée générale, en 1981, de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction (résolution 36/55), la Commission et la Sous-Commission ont entrepris, à la demande de l'Assemblée, l'examen des mesures à prendre pour appliquer cette déclaration.

265. A sa quarante-deuxième session, dans sa résolution 1986/20, la Commission a décidé de nommer un rapporteur spécial chargé d'examiner les incidents et les mesures gouvernementales qui seraient incompatibles avec les dispositions de la Déclaration.

266. A sa quarante-cinquième session, la Sous-Commission, par sa résolution 1993/2, ayant tenu compte des rapports successifs du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme, M. Angelo Vidal d'Almeida Ribeiro (E/CN.4/1989/44, E/CN.4/1990/46 et E/CN.4/1991/56), du rapport de son propre Rapporteur spécial, Mme Elizabeth Odio Benito (E/CN.4/Sub.2/1987/26) et du document de travail rédigé par M. Theo van Boven (E/CN.4/Sub.2/1989/32), s'est déclarée disposée à apporter une nouvelle contribution aux activités qui pourraient être envisagées par la Commission des droits de l'homme pour renforcer davantage les efforts internationaux de promotion et de protection du droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion et de conviction.

267. L'attention de la Sous-Commission est appelée sur la résolution 1997/18 de la Commission des droits de l'homme, dans laquelle celle-ci a pris acte du rapport du Rapporteur spécial de la Commission sur la question de l'intolérance religieuse (E/CN.4/1997/91 et Add.1).

- a) iii) Action visant à encourager l'acceptation universelle des instruments relatifs aux droits de l'homme

268. Par sa résolution 1 B (XXXII) du 5 septembre 1979, la Sous-Commission avait décidé de constituer chaque année un groupe de travail de session composé de cinq de ses membres, chargé d'examiner les moyens d'encourager les gouvernements qui ne l'avaient pas encore fait à ratifier les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ou à y adhérer. Par la même résolution, elle priait le Secrétaire général d'écrire assez longtemps avant ses sessions annuelles aux gouvernements qui n'avaient pas encore adhéré aux instruments relatifs aux droits de l'homme, pour leur demander d'informer la Sous-Commission des raisons pour lesquelles ils n'avaient pas encore pu ratifier les instruments en question ou y adhérer et d'expliquer les difficultés particulières qu'il rencontraient et par rapport auxquelles

l'Organisation des Nations Unies pourrait peut-être offrir une assistance; elle invitait le Groupe de travail de session à examiner les réponses reçues des gouvernements et le priait d'envisager les formes d'assistance que l'Organisation des Nations Unies pourrait fournir aux gouvernements à cet égard.

269. A sa trente-huitième session, la Sous-Commission, par sa résolution 1985/5, décidait, dans l'attente d'un nouvel examen de son mandat, de suspendre les activités du Groupe de travail et de demander à son Président de désigner l'un de ses membres qui lui ferait rapport sur les renseignements reçus conformément à cette résolution.

270. A sa quarante-sixième session, par sa résolution 1994/31, la Sous-Commission, considérant que depuis 1979, année où elle avait commencé à s'occuper systématiquement de l'encouragement de la ratification universelle des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, elle s'efforçait, sans enregistrer de progrès notables, de convaincre les gouvernements que l'assistance de l'ONU pourrait leur être utile pour ratifier les instruments relatifs aux droits de l'homme, et prenant note de l'absence de toute réponse officielle de la part des Etats membres à l'invitation qui leur avait été faite d'apporter des éclaircissements sur les raisons pour lesquelles ils n'étaient pas en mesure de ratifier ces instruments, a décidé de cesser d'examiner cette question au titre d'un point distinct de son ordre du jour. La Sous-Commission a décidé également d'aborder ces problèmes lorsqu'ils se poseraient au titre des points inscrits à son ordre du jour.

b) Examen de questions qui n'ont pas fait l'objet d'études mais que la Sous-Commission avait décidé d'examiner

i) Terrorisme et droits de l'homme

271. A sa quarante-sixième session, par sa résolution 1994/18, la Sous-Commission a décidé, conformément à la résolution 1994/46 de la Commission des droits de l'homme, de confier à M. Saïd Naceur Ramadhane la tâche de rédiger, sans incidences financières, un document de travail sur la question du terrorisme et des droits de l'homme, que la Sous-Commission examinerait à sa quarante-septième session.

272. M. Ramadhane n'a soumis aucun document de travail à la Sous-Commission.

273. A sa quarante-huitième session, par sa résolution 1996/20, la Sous-Commission a décidé de confier à Mme Kalliopi K. Koufa la tâche de rédiger, conformément au Principe 2 des Principes directeurs figurant dans l'annexe de la résolution 1992/8 de la Sous-Commission, en date du 26 août 1992, relative à ses méthodes de travail, sans incidences financières, un document de travail sur la question du terrorisme et des droits de l'homme, que la Sous-Commission examinerait à sa quarante-neuvième session.

274. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie du document de travail établi par Mme Koufa (E/CN.4/Sub.2/1997/28).

275. L'attention de la Sous-Commission est également appelée sur la résolution 1997/42 de la Commission des droits de l'homme intitulée "Droits de l'homme et terrorisme".

- b) ii) La paix et la sécurité internationales, condition essentielle de la jouissance des droits de l'homme, par-dessus tout du droit à la vie

276. Par sa décision 4 (XXXIV) du 10 septembre 1981, la Sous-Commission a décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-cinquième session un nouveau point intitulé "Les effets des violations flagrantes des droits de l'homme sur la paix et la sécurité internationales". A sa trente-septième session, elle a décidé, dans sa résolution 1984/30, de poursuivre l'examen de cette question au titre d'un alinéa distinct de ce point de son ordre du jour intitulé "Violations flagrantes des droits de l'homme et de la paix internationale".

277. A sa trente-huitième session, par sa résolution 1985/1, elle a décidé que ce point serait libellé comme suit : "La paix et la sécurité internationales, condition fondamentale du respect des droits de l'homme, principalement du droit à la vie" et par sa résolution 1985/34, qu'il serait examiné tous les deux ans à partir de sa trente-neuvième session.

278. A sa quarante et unième session, par sa résolution 1989/47, elle a invité M. Murlidhar Bhandare à établir un document de travail sur le problème du rapport entre la paix internationale et la réalisation effective de tous les droits de l'homme, en particulier le droit à la vie et le droit au développement.

279. A sa quarante-troisième session, la Sous-Commission était saisie du document de travail établi par M. Bhandare (E/CN.4/Sub.2/1991/32 et Corr.1). Par sa décision 1991/106, elle a décidé de suspendre le débat sur ce point de l'ordre du jour et d'inscrire celui-ci à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-quatrième session.

280. A sa quarante-quatrième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1992/7, a prié M. Bhandare de compléter son document de travail et de lui présenter un nouveau document à sa quarante-sixième session.

281. A sa quarante-sixième session, la Sous-Commission était saisie du document de travail supplémentaire rédigé par M. Bhandare (E/CN.4/Sub.2/1994/29). Par sa décision 1994/107, elle a décidé de reporter l'examen de ce point à sa quarante-septième session.

282. A sa quarante-septième session, la Sous-Commission, par sa résolution 1995/24 intitulée "Effets traumatisants des mines terrestres antipersonnel", a décidé d'examiner cette question à sa quarante-huitième session au titre de ce point de l'ordre du jour afin d'assurer le suivi nécessaire dans le cadre de la pleine jouissance des droits de l'homme et du renforcement du droit international humanitaire.

283. A sa quarante-huitième session, la Sous-Commission, dans sa résolution 1996/15, a décidé d'examiner la question des effets traumatisants des mines terrestres antipersonnel à sa quarante-neuvième session au titre du même point de l'ordre du jour afin d'assurer le suivi nécessaire dans le cadre de la pleine jouissance des droits de l'homme et du renforcement du droit international humanitaire.

284. Dans sa résolution 1996/16, la Sous-Commission a prié le Secrétaire général :

a) De recueillir auprès des gouvernements, des organes et organismes compétents des Nations Unies et des organisations non gouvernementales des informations sur l'emploi des armes nucléaires, des armes chimiques, des bombes à aérosol, des bombes au napalm, des bombes à dispersion, des armes biologiques et des armes contenant de l'uranium appauvri, sur leurs conséquences et leurs effets cumulés, ainsi que sur le danger qu'elles représentent pour la vie, la sécurité physique et autres droits de l'homme;

b) De présenter un rapport sur les informations recueillies à la Sous-Commission à sa quarante-neuvième session, accompagnées des recommandations et des observations qu'il pourrait avoir reçues sur les moyens d'éliminer efficacement de telles armes.

La Sous-Commission a décidé de poursuivre l'examen de cette question à sa quarante-neuvième session, à la lumière de tous les renseignements complémentaires qui pourraient figurer dans les rapports du Secrétaire général à la Sous-Commission ou à d'autres organes des Nations Unies ou qui auraient pu être soumis à la Sous-Commission par des gouvernements ou des organisations non gouvernementales.

285. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie du rapport du Secrétaire général (E/CN.4/Sub.2/1997/27).

c) Autres faits nouveaux

Droits de l'homme et privation arbitraire de la nationalité

286. A sa cinquante-troisième session, la Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 1997/36 intitulée "Droits de l'homme et privation arbitraire de la nationalité", a prié le Secrétaire général de transmettre la résolution aux gouvernements, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales et à la Sous-Commission, et de solliciter leurs vues à ce sujet.

Point 12. Communications concernant les droits de l'homme : rapport du Groupe de travail créé en application de la résolution 2 (XXIV) de la Sous-Commission, conformément à la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social

287. Par sa résolution 1503 (XLVIII) du 27 mai 1970, le Conseil économique et social avait autorisé la Sous-Commission à désigner un groupe de travail composé de cinq de ses membres au maximum, qui se réunirait une fois par an afin d'examiner toutes les communications reçues par le Secrétaire général en application de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil, en date du 30 juillet 1959, en vue d'appeler l'attention de la Sous-Commission sur celles de ces communications, accompagnées le cas échéant, des réponses des gouvernements, qui semblent révéler l'existence d'un ensemble de violations flagrantes et systématiques, dont on aurait des preuves dignes de foi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales. A titre de première mesure de mise en oeuvre de la résolution 1503 (XLVIII), la Sous-Commission a adopté une procédure provisoire de recevabilité des communications (résolution 1 (XXIV) du 13 août 1971). Le Groupe de travail des communications a été créé en

application de la résolution 2 (XXIV) adoptée le 16 août 1971 par la Sous-Commission. Il s'est réuni annuellement avant chacune des sessions de cette dernière et lui a présenté un rapport confidentiel.

288. Conformément à la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social, la Sous-Commission est appelée à examiner en séance privée les communications dont elle est saisie selon la décision de la majorité des membres du Groupe de travail, les réponses y relatives des gouvernements ainsi que tous autres renseignements pertinents, en vue de déterminer s'il convient de soumettre à la Commission des droits de l'homme des situations particulières semblant révéler l'existence d'un ensemble de violations flagrantes et systématiques, dont on aurait des preuves dignes de foi, des droits de l'homme, qui exigeraient d'être portées à son attention. En vertu des dispositions du paragraphe 8 de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil, les conclusions que la Sous-Commission soumet à la Commission sont confidentielles.

289. La Commission des droits de l'homme, par sa décision 4 (XXXIV) du 3 mars 1978, a décidé que la Sous-Commission et son Groupe de travail des communications auraient désormais accès aux comptes rendus des séances privées lors desquelles la Commission examine les situations qui lui sont renvoyées en application de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil, ainsi qu'à tous les autres documents confidentiels y relatifs qui lui sont soumis.

290. La Commission, par sa décision 3 (XXXIV) du 3 mars 1978, a décidé que, lorsqu'elle examinerait les communications qui lui auraient été signalées en application de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil et les situations qu'elle aurait décidé de garder à l'étude, le Président-Rapporteur du Groupe de travail des communications de la Sous-Commission serait invité à assister à ses délibérations sur la question et à prendre la parole s'il le désirait.

291. Un certain nombre d'autres mesures de procédure ont été prises par la Commission ou par le Conseil économique et social au sujet de l'application de la procédure établie par la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil. De 1974 à 1989, la Commission a constitué chaque année un groupe de travail (Groupe de travail des situations) qui est chargé de l'aider à examiner les situations que lui signale la Sous-Commission et de lui faire des recommandations sur les mesures à prendre au sujet de chacune de ces situations particulières. Le Conseil économique et social, par sa résolution 1990/41, a autorisé la constitution du Groupe de travail des situations à titre permanent et non plus sur une base ponctuelle. Les recommandations du Groupe sont communiquées aux gouvernements directement intéressés (décision 14 (XXXV) du 12 mars 1979 de la Commission), qui sont invités à participer aux séances auxquelles la Commission examine ces situations (décisions 5 (XXXIV), du 3 mars 1978, et 9 (XXXVI), du 7 mars 1980, de la Commission).

292. Par sa décision 1990/112, la Sous-Commission a décidé que le Groupe de travail des communications, agissant en application du paragraphe 1 de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil, n'examinerait à l'avenir que les communications qui auraient été transmises aux gouvernements intéressés en vertu de la résolution 728 F (XXVIII) de ce dernier, au moins 12 semaines avant la réunion du Groupe de travail. A sa prochaine session, qui aura lieu

du 21 juillet au 1er août 1997, le Groupe de travail des communications examinera donc les communications reçues et traitées par le secrétariat depuis le 1er mai 1996 qui auront été transmises aux gouvernements intéressés au plus tard le 28 avril 1997.

293. Depuis sa quarante et unième session en 1989, la Sous-Commission vote au scrutin secret sur toutes les décisions adoptées en application de la procédure prévue dans la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil. Afin de pouvoir voter de cette façon, en 1989 et 1990, elle a suspendu l'application de l'article 59 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, et depuis 1991, elle s'est référée à la résolution 1991/32 du Conseil en date du 31 mai 1991, relative au renforcement de l'indépendance de ses membres.

294. L'attention de la Sous-Commission est appelée aussi sur le paragraphe 5 de son dernier rapport confidentiel ayant trait à des questions laissées en suspens jusqu'à sa quarante-neuvième session.

295. A la présente session, la Sous-Commission sera saisie des documents suivants :

a) Le rapport confidentiel du Groupe de travail des communications sur les séances qu'il aura tenues du 21 juillet au 1er août 1997;

b) La documentation pertinente mentionnée au paragraphe 5 de son dernier rapport confidentiel;

c) Le texte des décisions confidentielles adoptées par la Commission à sa cinquante-troisième session et les autres documents qui s'y rapportent, y compris les comptes rendus analytiques confidentiels des débats de la Commission lors de cette session, qui seront disponibles;

d) Les résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social, par la Commission des droits de l'homme et par elle-même concernant les travaux qu'elle a accomplis en application de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil;

e) Les listes confidentielles de communications dressées par le Secrétaire général en application des résolutions 728 F (XXVIII) et 1503 (XLVIII) du Conseil de mai 1996 à avril 1997, ainsi que les documents disponibles contenant les réponses des gouvernements reçues depuis juillet 1996.

296. Les documents confidentiels susmentionnés seront distribués aux membres de la Sous-Commission.

Point 13. Questions finales

- a) Examen des travaux futurs de la Sous-Commission et du projet d'ordre du jour provisoire de la cinquantième session de la Sous-Commission

297. Le Conseil économique et social, dans sa résolution 1984 (LVII) du 1er août 1974, avait prié le Secrétaire général de présenter à ses commissions techniques ou à ses organes subsidiaires, à chacune de leurs

sessions, un projet d'ordre du jour provisoire pour la session suivante, en indiquant, pour chaque point de l'ordre du jour, les documents qui seraient soumis et la décision de l'organe délibérant qui autorisait leur préparation, afin de permettre à ces commissions techniques ou à ces organes subsidiaires d'examiner ces documents du point de vue de la contribution qu'ils apportent à leurs travaux.

298. En conséquence, le Secrétaire général soumettra à la Sous-Commission vers la fin de la quarante-neuvième session une note contenant un projet d'ordre du jour provisoire de la cinquantième session, ainsi que des renseignements concernant les documents y relatifs (E/CN.4/Sub.2/1997/L.1).

b) Adoption du rapport sur la quarante-neuvième session

299. Conformément à l'article 37 du règlement intérieur, la Sous-Commission doit soumettre à la Commission des droits de l'homme un rapport sur les travaux de sa session. La Sous-Commission jugera peut-être utile de tenir compte, à cet égard, des directives révisées sur le mode de présentation et le contenu des rapports des commissions techniques et des comités permanents du Conseil économique et social (E/1979/94) que celui-ci a approuvées dans sa résolution 1979/69. Cette résolution et les directives révisées peuvent être consultées au secrétariat.

Annexe

MEMBRES ET MEMBRES SUPPLEANTS DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE
LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES

Note : L'année indiquée en regard du nom des membres et membres suppléants de la Sous-Commission est celle où leur mandat vient à expiration, soit lors de l'élection de membres de la Sous-Commission à la cinquante-quatrième session (1998) ou à la cinquante-sixième session (2000) de la Commission des droits de l'homme.

M. Miguel Alfonso Martínez	(Cuba)	2000
*Mme Marianela Ferriol Echevarría		
M. Mohammed Sardar Ali Khan	(Inde)	1998
Mme Judith Sefi Attah	(Nigéria)	1998
*Mme Christy Ezim Mbonu		
M. José Bengoa	(Chili)	1998
M. Marc Bossuyt	(Belgique)	2000
*M. Guy Genot		
M. Volodymyr Boutkevitch	(Ukraine)	2000
*M. Oleg Shamshur		
M. Stanislav V. Chernichenko	(Fédération de Russie)	1998
*M. Teimuraz O. Ramishvili		
Mme Erica-Irene A. Daes	(Grèce)	1998
*Mme Kalliopi Koufa		
M. Asbjørn Eide	(Norvège)	2000
*M. Jan Helgesen		
M. Osman El-Hajjé	(Liban)	1998
M. Fan Guoxiang	(Chine)	1998
*M. Zhong Shukong		
Mme Clemencia Forero Ucros	(Colombie)	2000
*M. Alberto Diaz Uribe		
M. El Hadji Guissé	(Sénégal)	1998
*M. Ndary Toure		
Mme Lucy Gwanmesia	(Cameroun)	1998

* Suppléant(e).

M. Ribot Hatano *M. Yozo Yokota	(Japon)	2000
M. Louis Joinet *M. Emmanuel Decaux	(France)	1998
M. Ahmad Khalifa *M. Ahmed Khalil	(Egypte)	2000
M. Miguel Limón Rojas *M. Héctor Fix Zamudio	(Mexique)	1998
M. José Augusto Lindgren Alves *Mme Marília S. Zelner Gonçalves	(Brésil)	1998
M. Ioan Maxim *Mme Antoanella Iulia Motoc	(Roumanie)	2000
M. Mustapha Mehedi	(Algérie)	2000
Mme Claire Palley *M. John Merrills	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)	1998
M. Sang Yong Park *M. Myung Chul Hahm	(République de Corée)	2000
Mme Halima Embarek Warzazi	(Maroc)	2000
M. David Weissbrodt *Mme Gay J. McDougall	(Etats-Unis d'Amérique)	2000
M. Fisseha Yimer	(Ethiopie)	2000
